

PRÉFACE

L'étude **Le marché du travail et l'emploi par industrie au Québec 2012-2016** vise à estimer l'évolution, pour la période de 2012 à 2016, des principales caractéristiques de la population active (population active, emploi, chômage, taux d'activité, taux de chômage et taux d'emploi) et de l'emploi par industrie.

Le présent document est destiné à soutenir la planification de l'intervention d'Emploi-Québec. Il servira à établir les perspectives du marché du travail selon les professions jusqu'en 2016 et alimentera également les travaux d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes en matière d'emploi et de développement des compétences de la main-d'œuvre.

De plus, cette étude constitue, pour les partenaires d'Emploi-Québec ainsi que pour les personnes et les organismes qui s'intéressent aux questions touchant la main-d'œuvre et l'emploi au Québec, un outil d'information sur les tendances futures du marché du travail.

Dalil Maschino

Directeur de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

PRINCIPAUX CONSTATS

- Les perspectives à moyen terme (2012-2016) du marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec présentent un aperçu de l'évolution de l'emploi au cours de cette période.
- Ces perspectives se basent sur les prévisions de croissance à moyen terme de l'économie québécoise et sur l'évolution démographique prévue (voir en annexe le résumé de la méthodologie utilisée par Emploi-Québec).
- On prévoit que 695 000 emplois seront à pourvoir d'ici à 2016 au Québec :
 - ◆ 25 %, soit 175 000 emplois, seront créés grâce à la croissance économique (création nette d'emplois);
 - ◆ 75 %, soit 520 000 emplois, résulteront du remplacement des personnes qui prendront leur retraite au cours de cette période.
- Il y aura donc d'importantes possibilités d'emploi au Québec au cours des prochaines années pour les personnes qui souhaitent intégrer le marché du travail. Et la main-d'œuvre qui entrera sur le marché du travail sera suffisante pour répondre à la demande. En effet, entre 2011 et 2016 :
 - ◆ les jeunes ayant actuellement entre 10 et 24 ans occuperont 55 % des emplois à pourvoir;
 - ◆ l'immigration au Québec d'ici 2015 fournira 16 % de la main-d'œuvre;
 - ◆ la hausse du taux d'activité chez les 15 à 64 ans et chez les 65 ans et plus permettra de combler respectivement 12 % et 7 % des besoins;
 - ◆ la baisse du chômage ramènera au travail une main-d'œuvre qui sera à même d'occuper 10 % des emplois à pourvoir.
- C'est donc dire qu'il n'y aura pas de pénurie généralisée de main-d'œuvre d'ici 2016 (on dénombrera d'ailleurs encore 267 000 chômeurs au Québec en 2016). Cependant, des professions, des secteurs et des régions pourraient souffrir davantage que d'autres d'un manque de main-d'œuvre.
- En effet, en 2016, compte tenu d'un taux de chômage qui devrait se situer à 6,1 %, la main-d'œuvre se fera plus rare, ce qui devrait favoriser les jeunes diplômées et diplômés, les chômeuses et chômeurs, les travailleuses et travailleurs plus âgés désirant demeurer actifs et les personnes immigrantes qui veulent intégrer le marché du travail.
- La demande de certains produits ou services diminuera, alors qu'on observera plutôt une hausse de la demande dans le cas notamment des services professionnels, des services aux entreprises, des soins de santé et de l'assistance sociale. La croissance se concentrera d'ailleurs dans le secteur des services, où seront créés 93 % des 175 000 emplois.
- Les avancées technologiques découlant de l'innovation et le déplacement de l'activité économique de certaines industries vers d'autres rendront certaines compétences moins utiles, alors que de nouvelles compétences émergeront. La faculté d'adaptation devient donc primordiale, autant pour les travailleurs que pour les employeurs, puisque c'est dans la mesure où ils parviendront à s'adapter rapidement et efficacement à un environnement en constant changement qu'ils assureront leur avenir.

- Ainsi, l'adéquation constante entre la formation, ou les compétences professionnelles, et les besoins des employeurs pose un défi majeur, mais il n'est pas le seul. Les employeurs doivent aussi relever le défi d'attirer, de retenir et d'employer de manière optimale leur main-d'œuvre; ils devront investir davantage dans leurs ressources humaines, en particulier dans la formation de leur personnel. Quant aux travailleuses et aux travailleurs, ils devront faire le nécessaire pour mettre à jour leurs compétences s'ils ne veulent pas être déclassés.
- Bien que la responsabilité première revienne aux entreprises et aux travailleuses et travailleurs, les pouvoirs publics ont aussi un rôle à jouer pour favoriser le meilleur fonctionnement possible du marché du travail ainsi que l'adéquation entre les aspirations de la main-d'œuvre et les besoins des employeurs. À cet égard, le rôle d'Emploi-Québec à titre de service public d'emploi consiste à accompagner cette adaptation, par exemple en fournissant :
 - ◆ la meilleure information possible sur le marché du travail afin d'aider les acteurs concernés à prendre des décisions judicieuses (ex. : choix de carrière);
 - ◆ du soutien à la recherche d'emploi, par le service universel de placement en ligne ou par une aide adaptée et personnalisée en cette matière;
 - ◆ des services spécialisés aux personnes (ex. : soutien à l'acquisition de compétences par la formation) ou aux entreprises (ex. : soutien à la formation de la main-d'œuvre en emploi).

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC

Après une rapide sortie de récession en 2010, le marché du travail québécois a connu une deuxième année consécutive de création d'emplois en 2011. Les 39 000 emplois créés l'an dernier ont porté à 3 954 000 le nombre de personnes qui occupent un emploi. Un rythme de croissance de l'emploi légèrement inférieur à celui de la population de 15 ans ou plus a fait reculer le taux d'emploi de 60,2 % à 60,1 %.

La hausse de la population active a suivi de près celle de l'emploi. Quelque 30 000 personnes ont fait leur entrée sur le marché du travail en 2011. Le taux d'activité de la population de 15 ans ou plus a connu un léger repli, de 65,4 % à 65,2 %, mais celui de la population de 15 à 64 ans a atteint un nouveau sommet de 77,4 %.

Le nombre de personnes en chômage était en baisse pour une deuxième année de suite. Il est passé de 339 000 à 332 000. Quant au taux de chômage, en recul de 0,2 point de pourcentage, il a glissé sous les 8 % pour la troisième fois seulement depuis 1974, pour se fixer à 7,8 %.

Selon nos prévisions, le nombre d'emplois devrait augmenter de 175 000 d'ici à 2016. Les gains seront modestes en 2012, mais près de 50 000 emplois devraient être créés au cours de chacune des deux années suivantes. Les gains ralentiront par la suite en raison de la diminution prévue de la population de 15 à 64 ans. Le taux d'emploi récupérera graduellement le terrain perdu en 2009 et s'approchera peu à peu du sommet observé en 2008. Il atteindra 60,8 % en 2016.

La population active augmentera moins rapidement que l'emploi, soit de 110 000 personnes, sa progression allant en diminuant à cause des contraintes démographiques. Quant au taux d'activité, il reculera de 65,2 % en 2011 à 64,8 % en 2016. Celui de la population de 15 à 64 ans continuera sa progression pour s'élever à 78,7 % en 2016.

Le recul du chômage connaîtra une interruption en 2012, mais il se poursuivra par la suite. En effet, d'ici à 2016, le marché du travail québécois comptera 65 000 sans-emploi de moins, soit un recul de 20 %. Ils ne seront alors plus que 267 000. Enfin, le taux de chômage se repliera régulièrement, pour glisser à 6,1 % à la fin de la période de prévision.

LES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI PAR INDUSTRIE

L'emploi s'accroîtra en moyenne de 0,9 % par année entre 2011 et 2016. La majorité des 33 industries connaîtront une croissance de l'emploi. Douze industries devraient enregistrer des pertes d'emplois, dont onze dans la production de biens. Ces industries sont : l'agriculture et la pêche, les industries des textiles et des produits textiles, des vêtements et des produits en cuir, du papier, de l'impression, des produits pétroliers et chimiques, des produits en bois, de la première transformation des métaux, des produits informatiques, électroniques et électriques, du meuble, des activités diverses de fabrication ainsi que les administrations publiques.

Le secteur des services, qui fournit 79 % des emplois, se verra attribuer 93 % des emplois créés. L'emploi y connaîtra une croissance moyenne de 1 % par année, contre une progression de 0,3 % dans celui de la production de biens. L'évolution de l'emploi sera cependant variable d'une industrie à l'autre, tant dans le secteur des services que dans celui de la production de biens.

Dans ce dernier secteur, où est prévue la création de 11 000 emplois, celle-ci profitera surtout à la construction, à l'industrie minière et à la fabrication de biens durables. L'emploi sera en léger repli dans la fabrication de biens non durables, où les gains dans la fabrication d'aliments et de boissons ne suffiront pas à compenser les pertes attendues notamment dans les industries des textiles et de l'habillement. Du côté de la fabrication de biens durables, les gains viendront principalement des industries du matériel de transport, des produits métalliques et des machines.

Dans le secteur des services, les industries où la plus forte création d'emplois est prévue sont celles des soins de santé et de l'assistance sociale, des services professionnels, scientifiques et techniques, et du commerce de détail.

Plusieurs industries, sans être nécessairement en première ligne sur le plan de la création d'emplois, comptent parmi leurs effectifs une large proportion de travailleuses et de travailleurs âgés. Plus de 500 000 personnes quitteront le marché du travail au cours des prochaines années, et il faudra les remplacer.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

Selon les estimations des économistes des directions régionales d'Emploi-Québec, l'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. Sa croissance annuelle moyenne variera de 0,3 % dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent à 1,5 % dans les Laurentides et dans Lanaudière. C'est dans la région métropolitaine de recensement de Montréal, en Outaouais et dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec que l'on s'attend à la plus forte croissance. En outre, grâce à la hausse prévue de l'emploi, le taux de chômage diminuera dans toutes les régions. En 2016, la région de la Chaudière-Appalaches affichera le taux de chômage le plus faible (3,6 %), suivie de la région de la Capitale-Nationale (4,2 %). La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine fermera la marche avec un taux de chômage de 9,7 %, précédée de la région de Montréal (8,4 %).

LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

Outre les 175 000 emplois qui seront créés au cours des cinq prochaines années, près de 520 000 postes seront rendus disponibles à la suite de départs à la retraite. Il y aura donc 695 000 postes à pourvoir d'ici 2016. Les jeunes qui arriveront sur le marché du travail fourniront 55 % de la main-d'œuvre requise pour doter ces postes; 16 % le seront par les futures personnes immigrantes et 12 % grâce à une plus grande participation au marché du travail des personnes de 15 à 64 ans; les personnes en chômage (10 %) et les personnes de plus de 65 ans (7 %) compléteront l'offre de main-d'œuvre.

TABLE DES MATIÈRES

■ INTRODUCTION — LA SITUATION ÉCONOMIQUE	10
■ LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC	12
◆ BILAN DE L'ANNÉE 2011	12
◆ LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2012 À 2016	15
■ LES PERSPECTIVES D'EMPLOI PAR INDUSTRIE	19
◆ LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	21
◆ LE SECTEUR DES SERVICES	23
■ LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS	25
■ LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE	28
◆ LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL	28
◆ L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE	29
■ TABLEAUX	32
■ MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC	47
■ RÉFÉRENCES	50

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

GRAPHIQUE 1.1	Variation de l'emploi et de la population active au Québec de 1989 à 2011	12
GRAPHIQUE 1.2	Taux d'emploi au Québec de 1989 à 2011	12
GRAPHIQUE 1.3	Taux d'activité au Québec de 1989 à 2011	13
GRAPHIQUE 1.4	Variation annuelle du chômage au Québec de 1989 à 2011	13
GRAPHIQUE 1.5	Taux de chômage au Québec de 1989 à 2011	14
GRAPHIQUE 1.6	Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2011 à 2016	16
GRAPHIQUE 1.7	Taux d'emploi de 2011 à 2016	16
GRAPHIQUE 1.8	Taux d'activité de 2011 à 2016	17
GRAPHIQUE 1.9	Chômage de 2011 à 2016	17
GRAPHIQUE 1.10	Taux de chômage de 1976 à 2016	18
GRAPHIQUE 2.1	Variation annuelle moyenne de l'emploi par industrie de 2011 à 2016	19
GRAPHIQUE 2.2	Variation du nombre d'emplois par industrie de 2011 à 2016	20
GRAPHIQUE 2.3	Emploi dans le secteur de la production de biens de 1987 à 2016	21
GRAPHIQUE 2.4	Emploi québécois dans la fabrication et taux de change de 1997 à 2016	23
GRAPHIQUE 2.5	Emploi dans le secteur des services de 1987 à 2016	24
GRAPHIQUE 3.1	Croissance annuelle moyenne de l'emploi au Québec et dans les régions de 2011 à 2016	25
GRAPHIQUE 3.2	Taux de chômage au Québec et dans les régions en 2011 et en 2016	26
GRAPHIQUE 4.1	Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la Régie des rentes du Québec de 2000 à 2016	28
GRAPHIQUE 4.2	Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2012 à 2016	29
TABLEAU 1	Le marché du travail au Québec de 1999 à 2016	32
TABLEAU 2	Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 1999 à 2016	34
TABLEAU 3	Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers)	36
TABLEAU 4	Prévision des besoins de main-d'œuvre de 2012 à 2016, selon la région	46

INTRODUCTION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Après avoir subi en 2009 sa première contraction depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie de la planète a renoué avec la croissance en 2010, notamment grâce au dynamisme des principaux pays émergents et en développement. La croissance économique s'est alors élevée à 5,3 %, atteignant 3,2 % dans les pays avancés pendant que la Chine, qui est passée devant le Japon au deuxième rang mondial pour la taille de son économie, et sa voisine, l'Inde, inscrivaient une progression de leur produit intérieur brut (PIB) supérieure à 10 %¹.

La reprise mondiale a toutefois marqué le pas en 2011, freinée notamment par les difficultés qu'a suscitées dans la zone euro la crise des dettes souveraines de plusieurs pays d'Europe méridionale. Les mesures budgétaires expansionnistes sans précédent mises en place pour contrer la récession ont en effet poussé la dette de certains pays à des niveaux préoccupants. La croissance mondiale a ralenti à 3,9 % et celle des pays avancés, à 1,6 %. La croissance du volume des échanges internationaux de biens et services a diminué de moitié, passant de 12,9 % en 2010 à 5,8 % l'an dernier.

Le Fonds monétaire international (FMI) entrevoit une année de faible croissance pour 2012, plombée par les difficultés dans la zone euro, où l'organisme s'attend à une contraction de l'économie. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est, elle aussi, plutôt pessimiste. Elle prévoit un ralentissement de la croissance de 1,8 % l'an dernier à 1,6 % cette année au sein de la zone OCDE, en raison de la contraction prévue de l'économie de la zone euro². La croissance mondiale reculerait à 3,5 % et celle des pays développés, à 1,4 % selon le FMI. Une fois de plus, l'augmentation du volume des échanges subira un coup de frein. En dépit d'un ralentissement attendu de leur croissance cette année, la Chine et l'Inde demeureront des catalyseurs de l'économie mondiale, qui devrait reprendre plus de vigueur en 2013 et afficher une croissance de 4,1 %. Le FMI prévoit pour les États-Unis une croissance de 2,1 % cette année et de 2,4 % l'an prochain, alors que l'OCDE envisage plutôt une progression de 2,4 % et 2,6 %. Le Conference Board du Canada est plus optimiste, lui qui prévoit pour l'économie américaine une croissance de 2,6 % cette année et de 3 % l'an prochain³.

L'économie canadienne, qui avait connu une bonne sortie de récession en 2010 en inscrivant une croissance de 3,2 %, a su tirer son épingle du jeu l'an dernier dans un environnement international moins favorable. Malgré une contraction au deuxième trimestre, elle a connu une progression de 2,5 % en 2011, alimentée par les investissements des entreprises. La fin des programmes gouvernementaux de relance de l'économie, mis en place pour contrer les effets de la récession, aura pour effet de ralentir le rythme de la croissance cette année. Le Conference Board ne prévoit en effet qu'une progression de 2,3 % en 2012, suivie d'une croissance de 2,8 % l'an prochain⁴.

L'emploi canadien, qui avait renoué avec la croissance en 2010 après avoir subi, l'année précédente, un premier recul en 19 ans, s'est accru de 265 000 l'an dernier. Selon les prévisions du Conference Board, le marché du travail canadien devrait créer 212 000 emplois en 2012 et 400 000 en 2013. Quant au taux de chômage, de 7,4 % en 2011, il devrait reculer à 7,3 % cette année et à 6,8 % l'an prochain⁵.

1. Fonds monétaire international, *World Economic Outlook*, avril 2012, p. 190-205.

2. Organisation de coopération et de développement économiques, *Perspectives économiques de l'OCDE*, volume 91, version préliminaire, mai 2012, page 6.

3. Conference Board du Canada, *Canadian Outlook Executive Summary*, printemps 2012, p. 11.

4. *Ibidem*.

5. *Ibidem*.

L'économie québécoise, qui avait été moins durement touchée par la récession en 2009, a connu une bonne croissance, de 2,5 %, en 2010. L'an dernier, après un solide premier trimestre, l'économie s'est contractée au deuxième trimestre, et la croissance est demeurée faible au cours des deux trimestres suivants, ce qui a limité à 1,7 % la progression de l'économie pour l'ensemble de l'année⁶. Comme au Canada, les entreprises ont été au Québec un important fer de lance de la croissance, qui a été freinée par l'augmentation du déficit commercial. Le Conference Board entrevoit une croissance aussi modeste en 2012, mais il estime que l'économie reprendra de la vigueur l'an prochain avec une expansion de 2,2 %⁷. À mesure que l'économie américaine se raffermira, le secteur extérieur devrait cesser de freiner la croissance. Toutefois, la faible progression prévue des revenus réels après impôt, la baisse du marché de l'habitation et le ralentissement des dépenses gouvernementales sont autant de facteurs qui contribuent à modérer la croissance prévue cette année.

6. Institut de la statistique du Québec, *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2011*, 26 mars 2012.

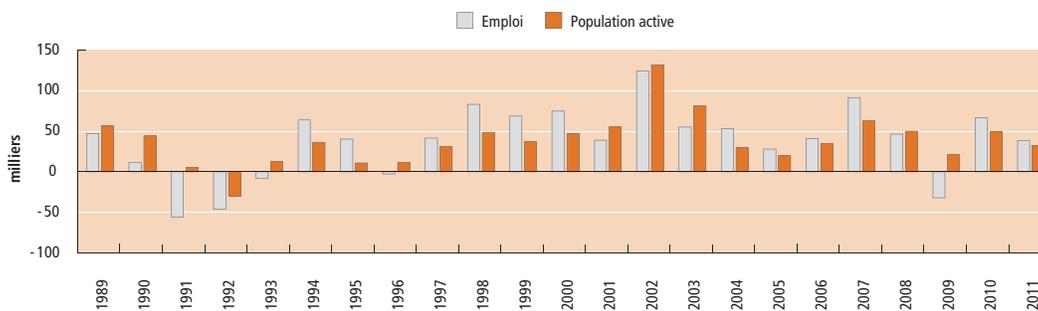
7. Conference Board du Canada, *Provincial Outlook – Executive Summary*, printemps 2012, p. 15.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC

BILAN DE L'ANNÉE 2011

En 2010, le marché du travail est sorti de la récession qui avait occasionné la suppression de 32 000 emplois en 2009 et, en 2011, il a connu une deuxième année de création d'emplois. Ainsi, aux 67 000 emplois créés en 2010 se sont ajoutés 39 000 emplois l'an dernier, portant à 3 954 000 le nombre de personnes en emploi. Tous les emplois créés étaient à plein temps et près de 60 % sont allés à des hommes. Les nouveaux emplois étaient tous salariés, le nombre de travailleurs indépendants ayant reculé de 1 500.

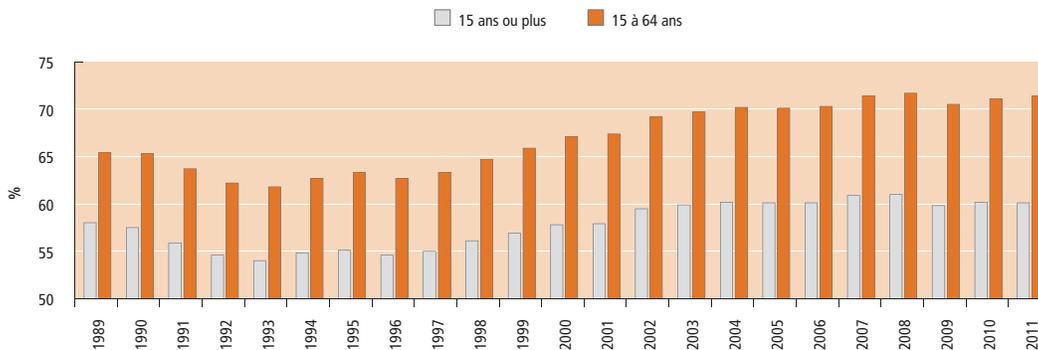
GRAPHIQUE 1.1 **Variation de l'emploi et de la population active au Québec de 1989 à 2011**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Le rythme d'augmentation de l'emploi, de 1 % en 2011, a été inférieur à celui de la population de 15 ans ou plus, qui a été de 1,1 %, ce qui s'est traduit par un léger repli du taux d'emploi⁸, de 0,1 point de pourcentage à 60,1 %. Chez les personnes de 15 à 64 ans, la progression de 0,9 % de l'emploi contre une croissance de 0,5 % de la population a permis un gain de 0,3 point du taux d'emploi, à 71,4 %. Ce taux est l'un des plus élevés jamais observés au Québec, n'ayant été dépassé qu'en 2008.

GRAPHIQUE 1.2 **Taux d'emploi au Québec de 1989 à 2011**

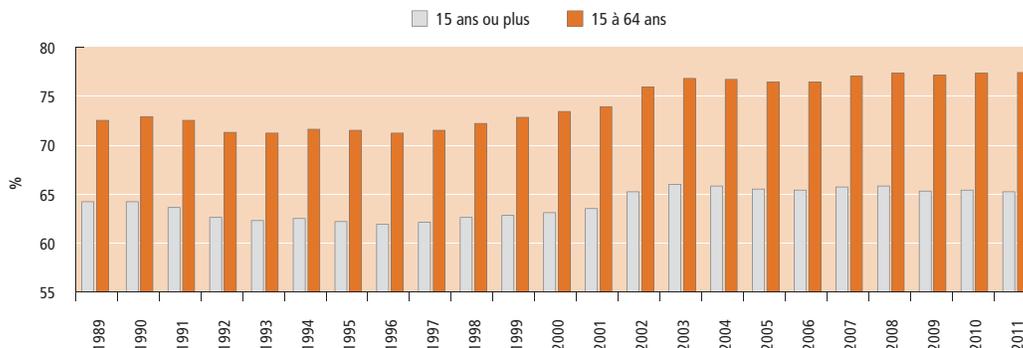


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

8. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active 2011*, p. 19. Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes qui occupent un emploi, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes de ce groupe qui occupent un emploi, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe.

La hausse de la population active⁹ a suivi de près celle de l'emploi en 2011 : 30 000 personnes ont ainsi fait leur entrée sur le marché du travail québécois, pour une progression de 0,8 %. Près de 60 % de l'augmentation est attribuable aux femmes.

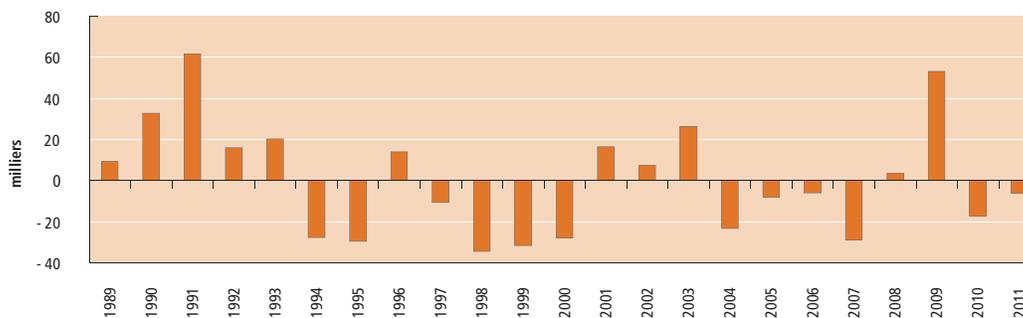
GRAPHIQUE 1.3 Taux d'activité au Québec de 1989 à 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

La croissance de la population active a été insuffisante pour empêcher une légère baisse du taux d'activité¹⁰ de la population de 15 ans ou plus, qui est passé de 65,4 % à 65,2 %. Quant au taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, il a inscrit une hausse de 0,1 point de pourcentage pour atteindre un nouveau sommet de 77,4 %. Dans ce groupe d'âge, le taux d'activité québécois est parmi les plus élevés au monde, surpassant celui de tous les pays du G7¹¹ à l'exclusion du Canada, par rapport auquel le retard du Québec n'était plus que de 0,4 point en 2011.

GRAPHIQUE 1.4 Variation annuelle du chômage au Québec de 1989 à 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

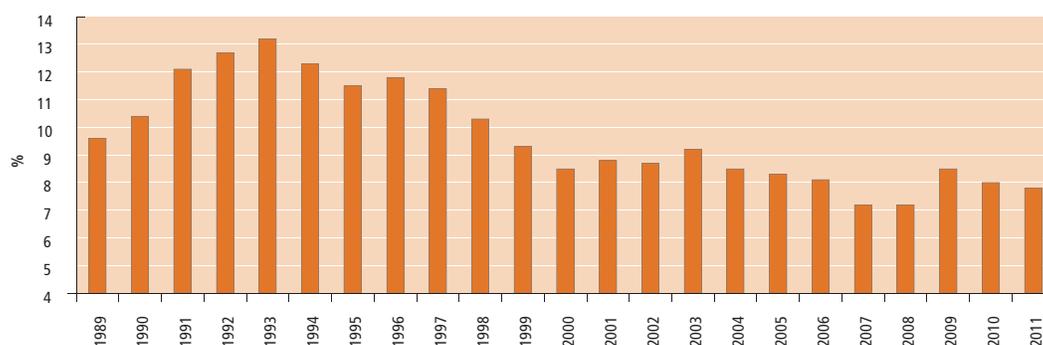
9. *Ibid.*, p. 17. La population active est la population civile de 15 ans ou plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, occupait un emploi ou était en chômage.

10. *Ibid.*, p. 19. Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans ou plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe.

11. Le G7 est composé des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

Pour une deuxième année de suite et une cinquième fois en sept ans, la création d'emplois a fait reculer le chômage en 2011, le nombre de chômeurs et de chômeuses passant de 339 000 à 332 000. Le taux de chômage¹² a reculé de 0,2 point à 7,8 %. Il glissait sous le seuil des 8 % pour la troisième fois seulement depuis 1974. Le taux de chômage féminin est passé de 6,9 % à 7 %, tandis que le taux masculin reculait de 8,9 % à 8,4 %.

GRAPHIQUE 1.5 Taux de chômage au Québec de 1989 à 2011



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Au cours des cinq dernières années, les trois quarts des 211 000 emplois créés, soit 157 000, ont été obtenus par des personnes de 55 ans ou plus, et près de 20 % (40 000), par des travailleurs et des travailleuses de 65 ans ou plus¹³. La hausse de la participation au marché du travail chez les aînées et les aînés au cours de cette période a été légèrement supérieure à celle de l'emploi, l'augmentation de la population active de 55 ans ou plus se situant à 173 000 personnes, dont 42 000 de 65 ans ou plus. Le taux d'activité de la population de 55 à 64 ans a gagné 1,3 point en 2011, à 57,6 %.

La participation au marché du travail des femmes de ce groupe d'âge a progressé de 1,4 point pour atteindre 51,7 %, alors que celle des hommes gagnait 1,2 point à 63,7 %. En cinq ans, les femmes de 55 à 64 ans ont vu leur taux d'activité se gonfler de 8,1 points de pourcentage¹⁴, tandis que le taux d'activité des hommes du même groupe d'âge a progressé de 3,1 points. Néanmoins, ces derniers ont connu en 2011 leur taux d'activité le plus élevé en 26 ans. La contribution au marché du travail après l'âge normal de la retraite a continué de s'affirmer : 104 000 personnes de 65 ans ou plus étaient présentes sur le marché du travail, une hausse de 6 000 par rapport à 2010. Depuis 2000, leur participation au marché du travail a augmenté de plus de 260 %.

12. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active 2011*, p. 11, 19. Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active.

13. Le fait que les personnes de 55 ans ou plus occupent une part importante des nouveaux emplois est attribuable à deux causes. La première tient à la démographie : tandis que la population des 15 à 54 ans n'a augmenté que de 26 000 personnes au cours des cinq dernières années, celle des 55 à 64 ans s'est gonflée de 134 000 personnes et celle des 65 à 69 ans, de plus de 90 000 personnes. La seconde cause est la plus forte participation des 55 ans ou plus au marché du travail. Le taux d'activité des 55 à 64 ans (+ 5,9 points de pourcentage) et celui des 65 à 69 ans (+ 2,5 points) étaient en forte hausse, tandis que celui des jeunes (+ 0,4 point) et celui des 25 à 54 ans (+ 0,6 point) connaissaient une progression nettement plus modeste, en raison d'une participation déjà élevée.

14. Ces femmes, qui étaient âgées de 15 à 24 ans en 1971, sont pour la plupart entrées sur le marché du travail pour y demeurer, contrairement à leurs aînées, qui ont été nombreuses à quitter définitivement le monde du travail à l'arrivée de leur premier enfant.

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2012 À 2016

Le scénario macroéconomique sur lequel reposent les perspectives du marché du travail de 2012 à 2016 suppose que, comme le reste de l'Amérique du Nord, le Québec connaîtra une croissance soutenue tout au long de la période de prévision¹⁵. Ce scénario s'appuie notamment sur l'hypothèse que la valeur de la monnaie canadienne demeurera proche de celle du dollar américain.

L'instabilité potentielle des économies mondiale et nord-américaine ainsi que l'état précaire des finances publiques de certains pays de la zone euro font peser de l'incertitude sur ce scénario. Le retour des États-Unis en récession apparaît de moins en moins probable, mais les conséquences du fort endettement des administrations publiques sur le rythme de la reprise au sud de la frontière pourraient ralentir la croissance. Il n'est pas non plus à exclure que le haard s'apprécie davantage que prévu, créant des difficultés supplémentaires aux secteurs tributaires du commerce international. Pour l'heure, la bonne tenue de l'économie chinoise, deuxième puissance économique mondiale, contribue à un certain optimisme pour les années à venir, malgré un léger ralentissement du rythme de croissance de ce pays.

Selon ce scénario, la croissance de l'emploi se poursuivra au cours des prochaines années. On prévoit la création de seulement 7 000 emplois cette année¹⁶, mais celle-ci sera de près de 50 000 au cours des deux prochaines années. Le rythme de création d'emplois ralentira à partir de 2015 en raison de l'accélération des départs à la retraite des personnes de la génération du boum des naissances, ce qui occasionnera un plafonnement de la population en âge de travailler¹⁷. La population de 15 à 64 ans, qui s'est accrue de 25 000 en 2011, amorcera un lent déclin en 2014, selon le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec¹⁸. Les premiers bébé-boumeurs et bébé-boumeuses célèbrent déjà leur 66^e anniversaire cette année. En outre, l'âge médian de la retraite était de 60 ans en 2011, ce qui signifie que la moitié des personnes ont pris leur retraite avant cet âge¹⁹.

15. La méthode utilisée pour établir les prévisions d'emploi est décrite à la page 47.

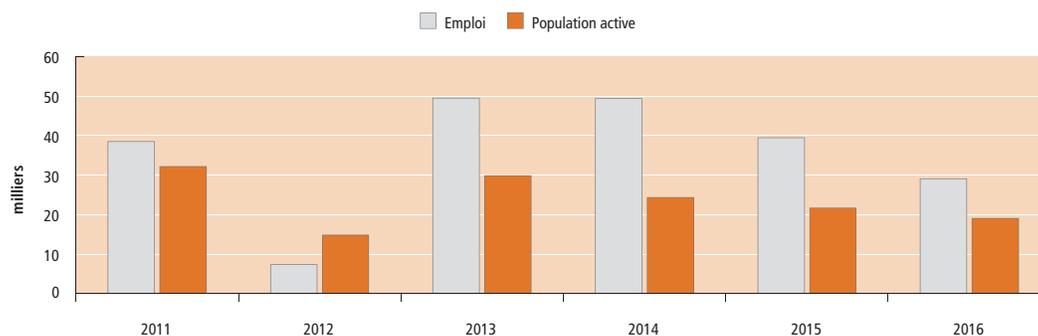
16. En raison de la perte de 61 000 emplois au cours des trois derniers mois de 2011, l'année 2012 a débuté en repli substantiel par rapport au niveau moyen d'emploi de 2011, ce qui limite les perspectives de gains pour cette année.

17. Il s'agit ici de la population de 15 à 64 ans, qui n'a pas atteint l'âge « normal » de la retraite.

18. Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, édition 2009, scénario de référence et compilations spéciales. Le scénario d'Emploi-Québec repose sur le scénario démographique de référence de l'ISQ pour l'estimation de la population future; si le bilan migratoire au cours des prochaines années était plus favorable que prévu, cela pourrait se traduire par une plus forte croissance de la population active et de l'emploi.

19. Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale.

GRAPHIQUE 1.6 Variation annuelle de l'emploi et de la population active de 2011 à 2016

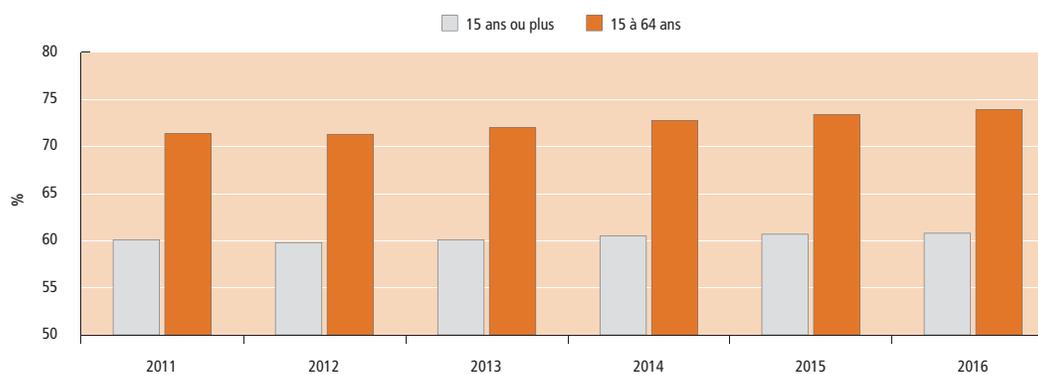


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Selon le scénario d'Emploi-Québec, le nombre d'emplois progressera de 175 000 au cours de la période de prévision, pour atteindre 4 128 000 en 2016. Pour l'ensemble de la période, la croissance annuelle moyenne de l'emploi sera de 0,9 %, ce qui est supérieur à la croissance prévue de la population de 15 ans ou plus (0,6 %).

Le taux d'emploi s'approchera peu à peu du sommet observé en 2008, pour atteindre 60,8 % en 2016. Quant au taux d'emploi de la population de 15 à 64 ans, il devrait surpasser dès 2013 le sommet de 71,7 % enregistré en 2008 et culminer à 73,9 % en 2016. Il sera dès lors de plus en plus ardu de le hausser davantage : très rares sont les pays où le taux d'emploi de cette population atteint 75 %.

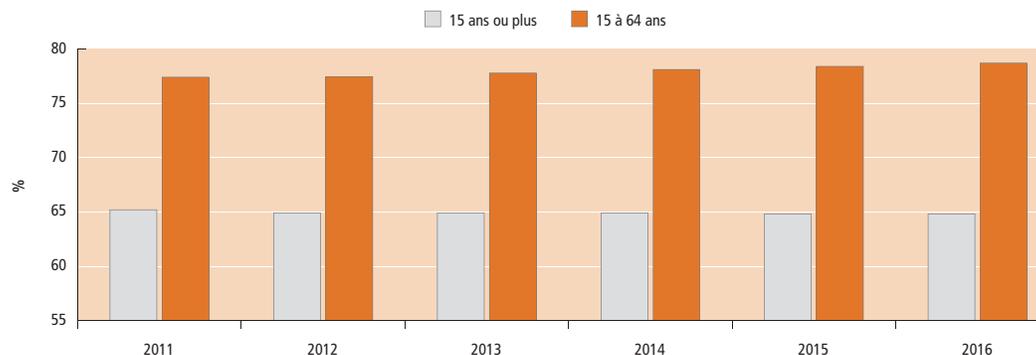
GRAPHIQUE 1.7 Taux d'emploi de 2011 à 2016



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

L'arrivée prévue de 110 000 personnes dans les rangs de la population active d'ici à 2016 est deux fois plus modeste que l'apport de 215 000 personnes observé au cours des cinq dernières années. Il faut attribuer cela au ralentissement de la croissance démographique et à l'éventuel déclin de la population en âge de travailler. Le marché du travail au Québec comptera malgré tout en 2016 quelque 4 396 000 personnes.

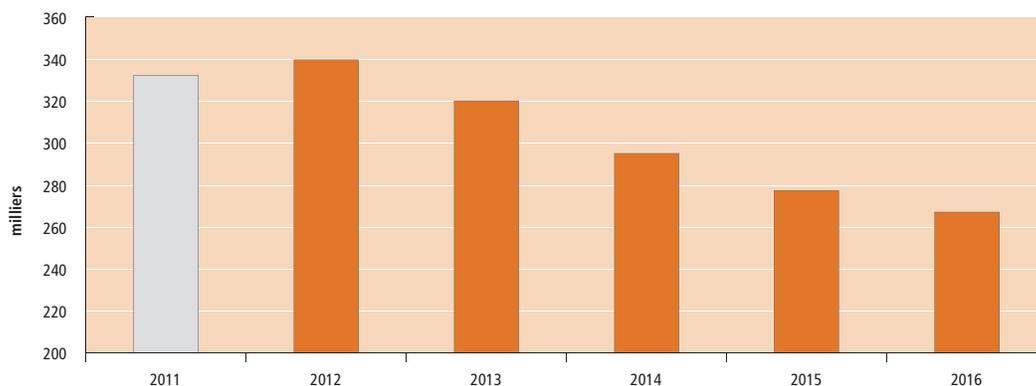
GRAPHIQUE 1.8 Taux d'activité de 2011 à 2016



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

La croissance de la population active continuera de reposer dans une large mesure sur la hausse de la participation des femmes, sur une plus grande fidélité au marché du travail de la part des quinquagénaires et des sexagénaires ainsi que sur un solde migratoire favorable. La croissance moyenne de la population active, de 0,5 % par année, sera légèrement inférieure à celle de la population de 15 ans ou plus, ce qui se traduira par un faible repli du taux d'activité, de 65,2 % à 64,8 %²⁰. Celui de la population de 15 à 64 ans continuera de progresser, pour atteindre 78,7 % en 2016.

GRAPHIQUE 1.9 Chômage de 2011 à 2016

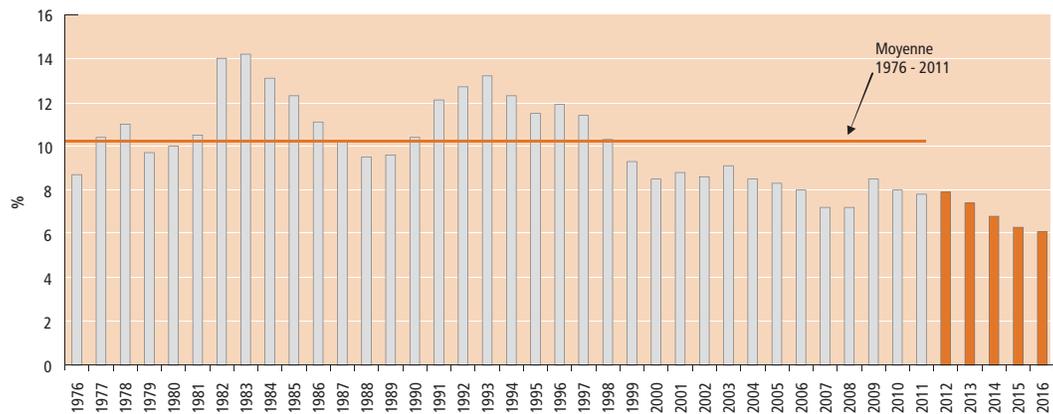


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

20. En raison de la croissance rapide de la population âgée, peu présente sur le marché du travail, le taux d'activité de l'ensemble de la population de 15 ans ou plus tend à diminuer. Ce phénomène soustrait annuellement 0,4 point de pourcentage au taux d'activité de cette population. Seule une participation accrue des aînés permet de freiner ce recul.

La faible croissance de l'emploi en 2012 occasionnera une hausse légère et de courte durée du chômage. Le chômage devrait toutefois reculer de façon sensible à partir de 2013, à la faveur d'une croissance plus importante de l'emploi que de la population active. D'ici à 2016, le marché du travail québécois devrait compter 65 000 sans-emploi de moins, leur nombre passant à 267 000. Le taux de chômage recommencera donc à reculer dès l'an prochain pour atteindre 6,1 % en 2016, le taux le plus bas depuis 1968.

GRAPHIQUE 1.10 **Taux de chômage de 1976 à 2016**

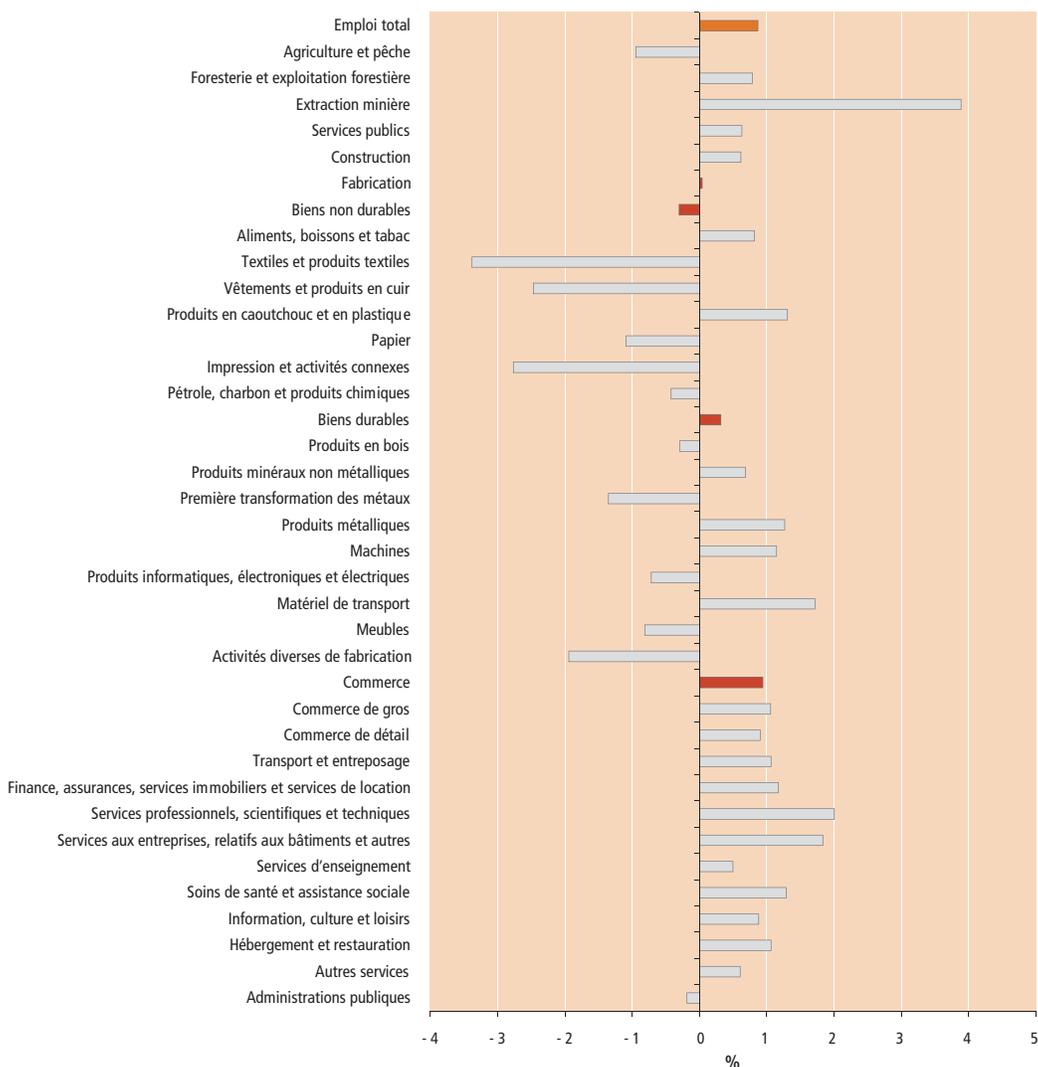


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

LES PERSPECTIVES D'EMPLOI PAR INDUSTRIE

Le scénario retenu prévoit une croissance moyenne de l'emploi de 0,9 % par année entre 2011 et 2016. La majorité des 33 industries connaîtront une croissance de l'emploi. Douze industries devraient enregistrer des pertes d'emplois, dont onze dans la production de biens (voir le graphique 2.1). Ces douze industries ne fournissaient que 14 % de l'emploi total en 2012.

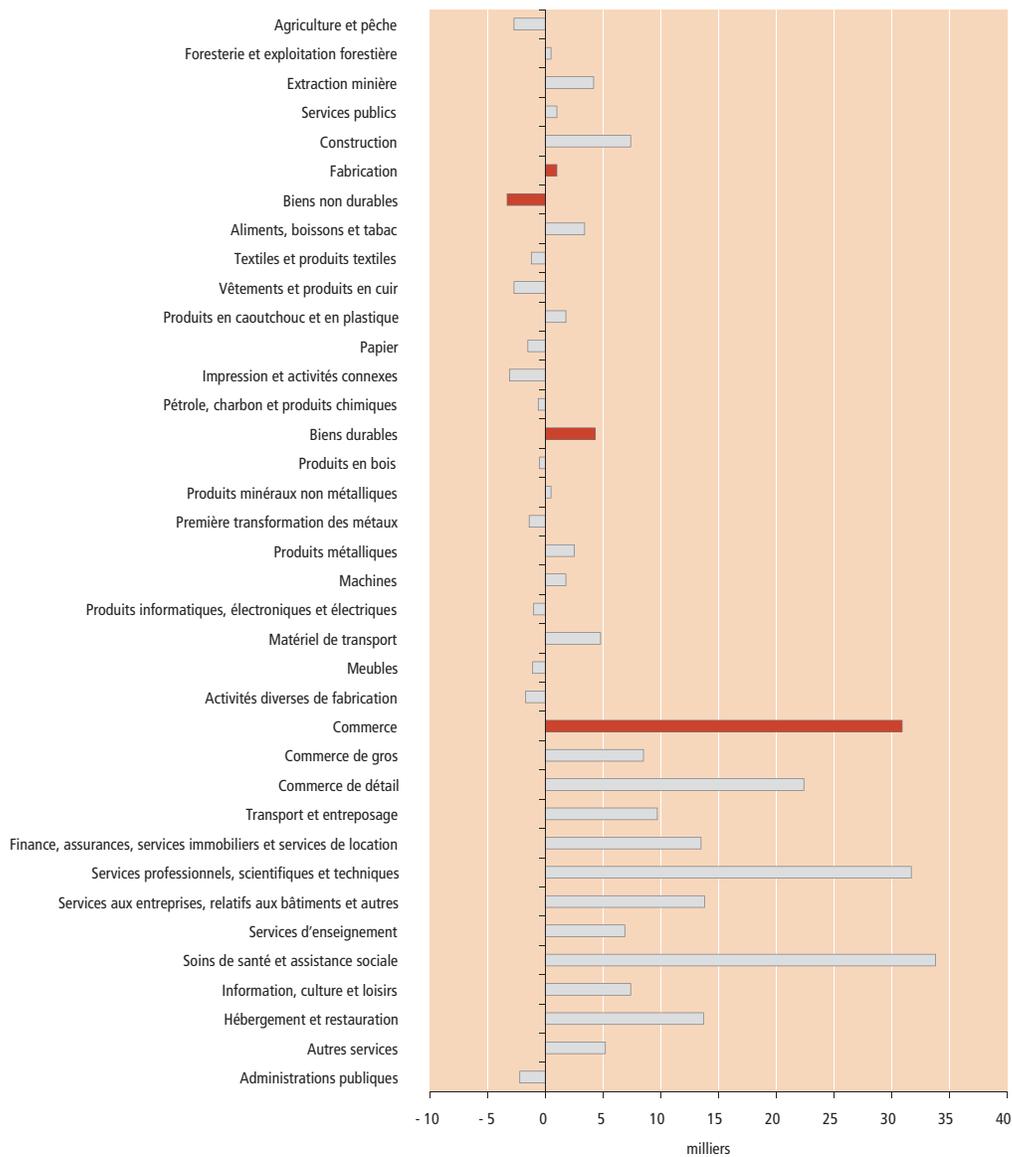
GRAPHIQUE 2.1 Variation annuelle moyenne de l'emploi par industrie de 2011 à 2016



Source : estimations d'Emploi-Québec.

La croissance de l'emploi sera trois fois plus forte dans le secteur des services (1 % par année) que dans celui de la production de biens (0,3 %). Les services fourniront 93 % des nouveaux emplois. On observe néanmoins, autant dans le secteur de la production de biens que dans le secteur tertiaire, que l'évolution de l'emploi est appelée à connaître un sort variable d'une industrie à l'autre.

GRAPHIQUE 2.2 Variation du nombre d'emplois par industrie de 2011 à 2016



Source : estimations d'Emploi-Québec.

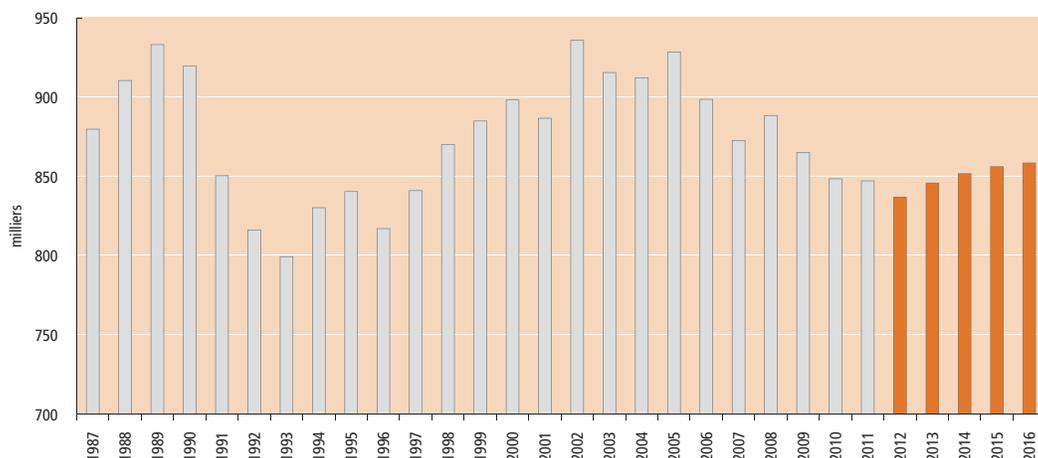
LE SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS

Le secteur de la production de biens comprend les industries du secteur primaire (agriculture, pêche, exploitation forestière et industrie minière) ainsi que celles du secteur secondaire (services publics, construction et fabrication). En 2011, il a fourni 847 000 emplois, soit 21 % de l'emploi total (contre près de 30 % en 1987).

Ce secteur n'a fourni aucun des 932 000 emplois créés au cours des 24 dernières années. Il a plutôt vu son emploi reculer de 33 000. Les gains enregistrés dans l'industrie de la construction et dans les services publics n'ont pas suffi pour compenser les pertes d'emplois dans la fabrication (84 000) et le secteur primaire (26 000).

La production de biens traverse une période difficile depuis 2002, en raison de l'appréciation de la devise canadienne par rapport au dollar américain et à l'euro – qui a miné la position concurrentielle des entreprises canadiennes – et de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis le sommet qu'a atteint l'emploi cette année-là, les industries productrices de biens ont perdu 89 000 emplois, malgré l'excellente tenue de l'industrie de la construction, qui en a gagné 83 000. Après un bref passage à vide en 2012, l'année 2013 devrait marquer le début d'un modeste redressement de l'emploi dans la production de biens. S'il est vrai que des milliers d'emplois supprimés au cours des dernières années ne reviendront pas, il demeure néanmoins que de nombreuses mises à pied étaient de nature conjoncturelle : elles étaient dues à la contraction de l'économie. À mesure que l'activité économique nord-américaine reprendra du tonus, les entreprises recommenceront à embaucher du personnel pour répondre à la demande de leurs clients. Sauf dans la construction, les mines et les services publics, il s'agira toutefois de la récupération d'une partie des emplois perdus, et non d'expansion.

GRAPHIQUE 2.3 **Emploi dans le secteur de la production de biens de 1987 à 2016**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Le secteur de la production de biens devrait fournir de l'emploi à 11 000 personnes de plus d'ici à 2016, ce qui correspond à 7 % de la création totale d'emplois. Dans le secteur primaire, seules l'agriculture et la pêche connaîtront un léger repli de l'emploi. À mesure que la crise immobilière se résorbera aux États-Unis, l'exploitation forestière reprendra un peu de vigueur. Quant à l'industrie de l'extraction minière, la valeur élevée du prix de l'or et le redressement du prix des métaux usuels au cours des dernières années en stimuleront l'activité, tant dans la prospection et la mise en valeur que dans l'exploitation. C'est d'ailleurs dans l'industrie de l'extraction minière que l'emploi devrait connaître son plus fort taux de croissance, soit près de 4 % par année.

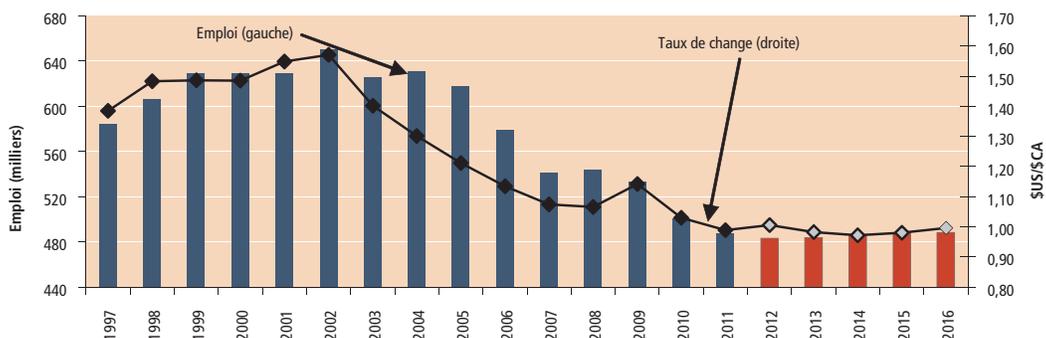
Dans le secteur secondaire, les travaux d'infrastructure et les grands chantiers devraient se poursuivre et contribuer à porter l'emploi dans la construction à un sommet inégalé, grâce à l'ajout de 7 000 postes d'ici à 2016. Les développements dans le secteur énergétique créeront 1 000 nouveaux emplois dans les services publics. Dans la fabrication, l'emploi devrait se stabiliser, mais l'effectif de cette industrie aura perdu plus de 160 000 personnes par rapport au sommet atteint en 2002.

La fabrication

La devise canadienne, qui n'a cessé de s'apprécier pendant des années, portant un dur coup à plusieurs industries de la fabrication, devrait se stabiliser et offrir un répit aux entreprises. La reprise qui semble devoir s'affirmer aux États-Unis leur sera également favorable. Les différentes industries manufacturières connaîtront toutefois des résultats variables. Dans la fabrication de biens non durables, on observera une légère baisse de l'emploi (- 3 000), notamment dans les industries des textiles et des produits textiles, des vêtements et des produits en cuir, du papier, de l'impression et des produits pétroliers et chimiques. Des gains sont attendus dans l'industrie de la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac.

Du côté de la fabrication de biens durables, un gain de 4 000 emplois est prévu, ce qui représente une progression moyenne de 0,3 % par année. La reprise observée en 2011 dans le matériel de transport se poursuivra, en particulier dans les produits aéronautiques. Les grands travaux de génie seront favorables à l'industrie des produits métalliques ainsi qu'à celle des produits minéraux non métalliques. Des gains sont également attendus dans l'industrie des machines. L'emploi se stabilisera dans l'industrie des produits en bois, qui profitera de l'éventuelle reprise de l'activité dans la construction d'habitations aux États-Unis lorsque la crise immobilière sera chose du passé. Dans la première transformation des métaux, les investissements majeurs en cours ou attendus dans la production d'aluminium augmenteront de façon importante la productivité du travail et ne suffiront pas à maintenir l'ensemble des emplois. Quant à l'industrie du meuble, exposée à la vive concurrence de l'Asie, elle devrait subir une légère érosion de sa main-d'œuvre.

GRAPHIQUE 2.4 **Emploi québécois dans la fabrication et taux de change de 1997 à 2016**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, Banque du Canada, Conference Board du Canada, Emploi-Québec.

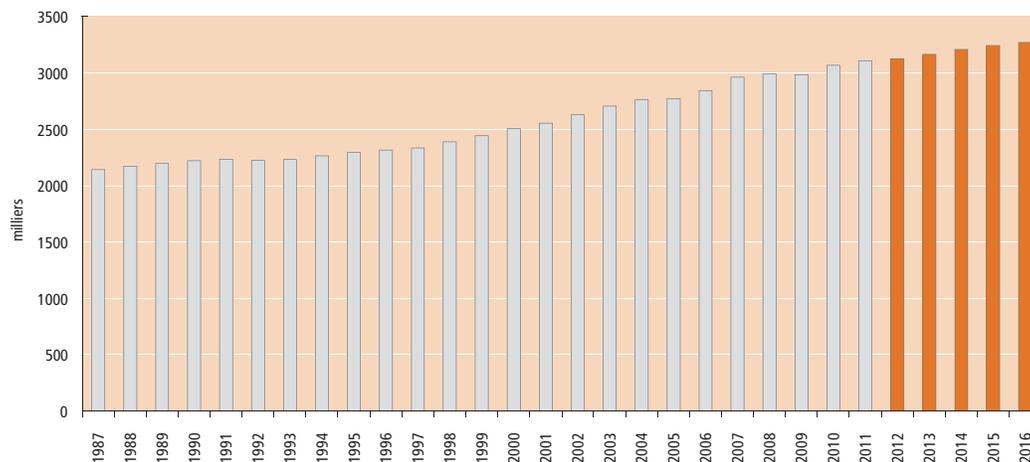
LE SECTEUR DES SERVICES

Le secteur des services comprend des activités aussi variées que le commerce, le transport, les services financiers et les services d'assurance, les différents services aux entreprises, les communications, la culture, les loisirs, l'hébergement et la restauration, les services personnels et autres, l'enseignement, la santé et l'administration publique.

Ce secteur a renoué avec la croissance en 2010 et a poursuivi sur sa lancée en 2011, créant 40 000 emplois supplémentaires. Il fournissait l'an dernier 79 % de l'emploi total (contre 71 % en 1987).

Dans l'ensemble, le secteur des services est touché moins gravement par les ralentissements économiques que celui de la production de biens. La part du secteur des services dans l'emploi total s'est aussi accrue quand l'appréciation de la devise canadienne a freiné l'activité manufacturière. En 2005, l'emploi dans le commerce de gros et de détail a dépassé pour la première fois l'emploi dans l'ensemble des industries manufacturières. En 2010, c'était au tour des services de santé et d'assistance sociale d'en faire autant.

GRAPHIQUE 2.5 Emploi dans le secteur des services de 1987 à 2016



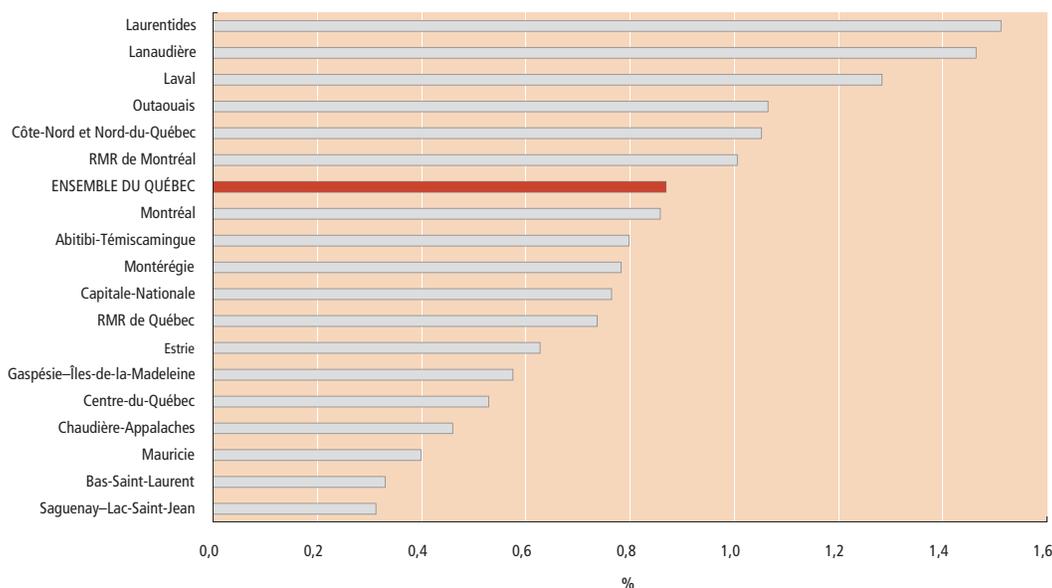
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

La croissance de l'emploi dans le secteur des services devrait être en moyenne de 1 % par année et compter pour 93 % de la création totale d'emplois d'ici à 2016, ce qui portera à 3 270 000 le nombre d'emplois dans ce secteur. On devrait trouver en tête, quant au taux de création d'emplois, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que la finance, les assurances, l'immobilier et la location. Les administrations publiques, qui connaîtront une légère baisse de l'emploi, fermeront la marche. En raison du vieillissement de la population et de la demande accrue en matière de services de garde qu'occasionne la hausse des naissances, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, qui arrive au premier rang en matière d'effectif (512 000 personnes), aura besoin de 34 000 personnes de plus d'ici à 2015. Suivent les services professionnels, scientifiques et techniques (32 000) et le commerce de détail (22 000).

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

Selon les estimations des économistes et des analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec²¹, les régions administratives des Laurentides et de Lanaudière se classeront premières au chapitre du taux de croissance de l'emploi, dépassant largement la grande majorité des autres régions d'ici à 2016. En effet, dans ces régions à forte croissance démographique, l'emploi devrait croître de 1,5 % par année²², ce qui dépasserait de plus de 50 % le taux de croissance prévu de l'emploi pour l'ensemble du Québec. Elles sont suivies de près par la région de Laval (1,3 %). À l'exception de la région de l'Outaouais (1,1 %) et de celles de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies (1,1 %), toutes les régions où la croissance prévue de l'emploi est égale ou supérieure à la moyenne québécoise (0,9 %) se trouvent dans la grande région de Montréal. Dans la région métropolitaine de recensement de Montréal²³, on prévoit une croissance de l'emploi de 1 % par année.

GRAPHIQUE 3.1 Croissance annuelle moyenne de l'emploi au Québec et dans les régions de 2011 à 2016



Source : estimations d'Emploi-Québec.

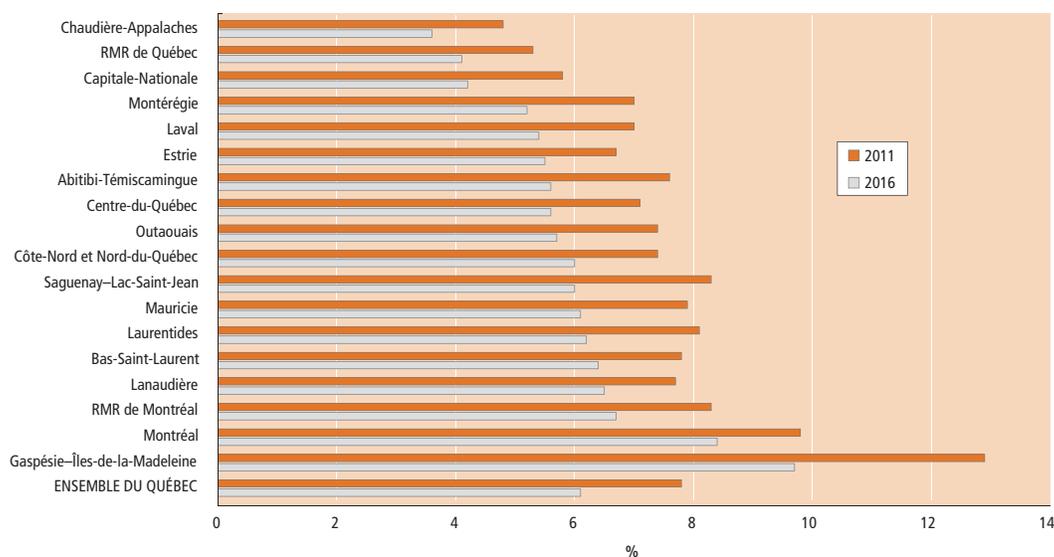
21. Les perspectives du marché du travail régional ont été produites par les économistes et les analystes du marché du travail des directions régionales d'Emploi-Québec avec le soutien de l'équipe responsable des perspectives du marché du travail québécois. Les lecteurs et les lectrices pourront s'adresser à l'économiste de leur direction régionale pour avoir plus d'information sur les tendances du marché du travail dans leur région.
22. Les données sur l'emploi et les projections reposent sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, une enquête menée auprès des ménages. Ces données se rapportent donc aux personnes occupant un emploi, selon leur lieu de résidence et non selon leur lieu de travail. Beaucoup de gens qui vivent dans des régions situées autour de Montréal travaillent dans l'île, tout comme de nombreuses personnes traversent la rivière Outaouais pour travailler à Ottawa, ou le fleuve pour travailler à Québec, même si leur emploi est inscrit dans leur région de résidence. C'est pourquoi la croissance de l'emploi dans les régions périphériques des grands centres s'explique en partie par l'étalement urbain.
23. La région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les régions administratives de Montréal et de Laval ainsi que la couronne, soit une partie des régions administratives de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

L'emploi sera en croissance dans toutes les régions du Québec. Les régions ressources de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec²⁴ et de l'Abitibi-Témiscamingue tireront avantage de la hausse d'activité dans le secteur minier et afficheront des croissances moyennes annuelles de l'emploi de 1,1 % et 0,8 % respectivement. Dans les autres régions ressources, on prévoit une progression annuelle de l'emploi bien plus modeste : 0,3 % à 0,4 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans le Bas-Saint-Laurent et en Mauricie, et 0,6 % dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

La faible croissance démographique, voire le déclin de la population dans la plupart des régions ressources, explique que l'on prévoit pour plusieurs d'entre elles une progression de l'emploi plus modeste que la moyenne. Les régions de la Chaudière-Appalaches (0,5 %) et de la Capitale-Nationale (0,8 %) connaîtront, elles aussi, une croissance de l'emploi en deçà de la moyenne. La création d'emplois dans ces régions sera freinée par la faiblesse de la croissance démographique et par un taux de chômage moins élevé qu'ailleurs, ces deux facteurs limitant la disponibilité de la main-d'œuvre apte à occuper les nouveaux emplois.

Les régions du sud-ouest du Québec, notamment l'agglomération montréalaise, possèdent une économie diversifiée qui accorde une place importante aux industries de pointe. Ces régions bénéficient en outre des retombées positives d'une évolution démographique plus avantageuse.

GRAPHIQUE 3.2 Taux de chômage au Québec et dans les régions en 2011 et en 2016



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

La hausse de l'emploi entraînera une baisse généralisée du taux de chômage d'ici à 2016. La plupart des régions auront alors un taux de chômage inférieur à 7 %, et la moitié d'entre elles devraient afficher un taux de chômage inférieur à 6 %. Les régions de la Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale se distingueront par des taux de chômage de 3,6 % et 4,2 %. Suivront, dans l'ordre, les régions de la Montérégie, de Laval et de l'Estrie.

24. Les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont traitées ici comme une seule région parce que, en raison de leur faible population, Statistique Canada les réunit aux fins des statistiques sur le marché du travail.

Tandis que le taux de chômage de la région métropolitaine de recensement de Québec (qui comprend les villes de Québec et de Lévis ainsi que les localités avoisinantes) sera de 4,1 % en 2016, la région métropolitaine de Montréal connaîtra un taux de chômage de 6,7 %.

Le taux de chômage des régions ressources se situe traditionnellement parmi les plus hauts. La situation commence toutefois à changer dans plusieurs de ces régions, qui devraient voir leur taux de chômage se confondre plus ou moins avec la moyenne québécoise en 2016. Malgré l'importante amélioration prévue, le taux de chômage de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (9,7 %) continuera d'être le plus élevé. Il descendra néanmoins sous la barre des 10 % pour la première fois depuis que l'on tient des statistiques sur le marché du travail régional. Le taux de chômage de la région administrative de Montréal, de 8,4 %, sera le plus élevé après celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

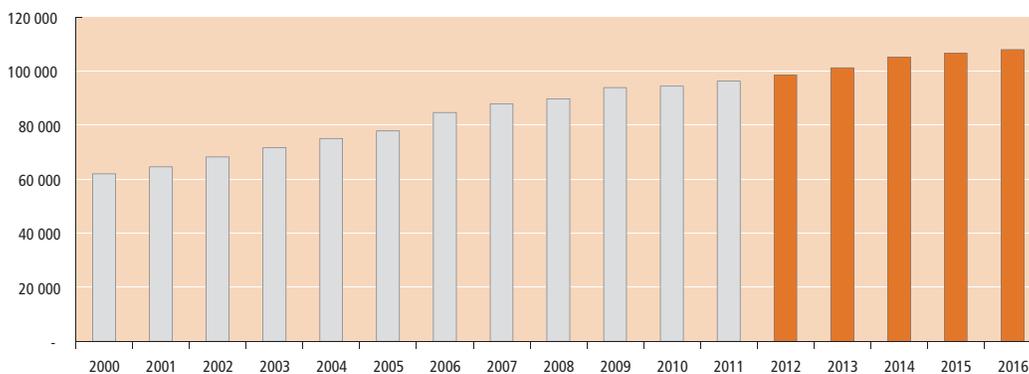
LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La croissance de l'emploi n'est pas le seul facteur qui détermine des besoins de main-d'œuvre. Au cours des années 2012 à 2016, près de 520 000 personnes au Québec devraient prendre leur retraite, et il faudra les remplacer. En additionnant les besoins liés au remplacement des futurs retraités et la création nette prévue de 175 000 emplois, on obtient un total de 695 000 postes qui devront être dotés d'ici cinq ans.

Les besoins liés au remplacement des personnes qui prendront leur retraite représentent 75 % des besoins nets de main-d'œuvre au cours des cinq prochaines années. Cette proportion atteint ou dépasse les 90 % dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Mauricie. Dans la banlieue nord de Montréal, le remplacement des retraites représente moins de 65 % de ces besoins.

GRAPHIQUE 4.1 Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la Régie des rentes du Québec de 2000 à 2016



Source : RRQ, analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009.

Les départs à la retraite qui ne donnent pas lieu à un remplacement sont-ils pris en compte?

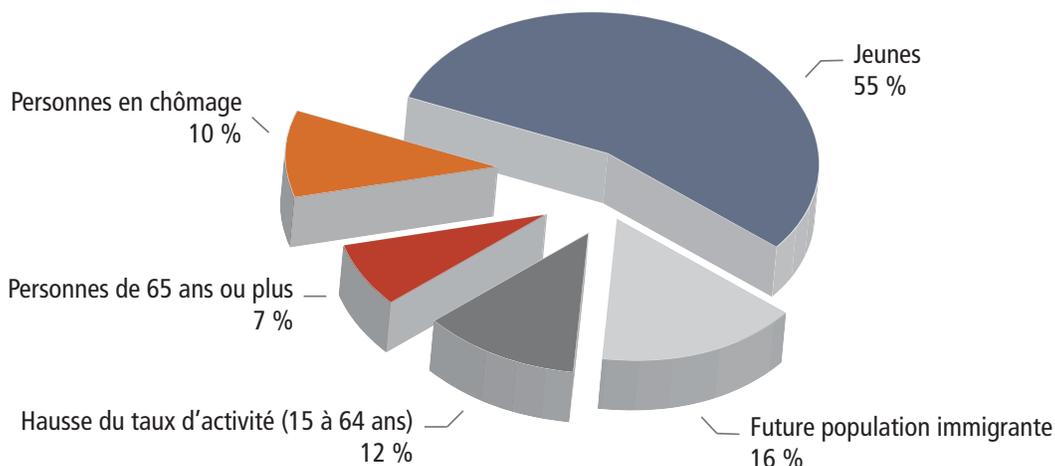
On entend souvent dire que les besoins de main-d'œuvre ne seront pas aussi grands que prévu parce que les personnes qui quittent leur emploi ne sont pas toutes remplacées. Il faut garder à l'esprit que chaque année, parmi les quelque 4 millions d'emplois que compte le Québec, des centaines de milliers d'emplois se créent tandis que des centaines de milliers d'autres disparaissent. Alors que des postes seront abolis chez certains employeurs, dont certains à la suite de départs à la retraite, d'autres seront créés ailleurs.

Les 175 000 postes qui seront créés au cours des cinq prochaines années correspondent à la différence entre l'ensemble des postes qui seront créés et ceux qui disparaîtront. Considérant les gains attendus en matière de productivité du travail, la croissance prévue de l'emploi correspond à la main-d'œuvre supplémentaire requise pour que se réalise la croissance économique que le Conference Board prévoit d'ici 2016.

L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE

Près de 700 000 postes seront donc à pourvoir au cours des cinq prochaines années, et l'offre de main-d'œuvre sera suffisante pour répondre à cette demande. On ne saurait donc parler ici de pénuries de main-d'œuvre. L'offre sera assurée par diverses sources : des jeunes entreront sur le marché du travail ou achèveront leur transition des études au travail; la future population immigrante se joindra à la main-d'œuvre; le taux de participation au marché du travail augmentera chez la population en âge de travailler; les personnes de 65 ans ou plus seront aussi plus nombreuses à travailler; enfin, les personnes en chômage répondront à une partie des besoins de main-d'œuvre.

GRAPHIQUE 4.2 **Provenance de l'offre de main-d'œuvre au cours des années 2012 à 2016**



Source : estimations d'Emploi-Québec.

En 2011, le Québec comptait près de 410 000 jeunes de 10 à 14 ans qui atteindront, au cours des cinq prochaines années, l'âge où ils feront leurs premières expériences sur le marché du travail, souvent en continuant leurs études. On dénombrait également près de 1 million de jeunes de 15 à 24 ans, qui poursuivront la transition entre les études et le marché du travail. L'arrivée de ces jeunes sur le marché du travail permettra de pourvoir quelque 375 000 postes.

Le Québec est une terre d'immigration. Les personnes qui y arrivent sont bien plus nombreuses que celles qui le quittent pour s'établir ailleurs. L'apport migratoire net, dans la population en âge de travailler, sera de 135 000 personnes au cours des cinq prochaines années, selon le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec, dont plus de 110 000 se retrouveront sur le marché du travail.

La participation au marché du travail de la population québécoise de 15 à 64 ans est déjà parmi les plus élevées des pays industrialisés, puisque le taux d'activité a atteint 77,4 % en 2011. Ce taux continuera néanmoins de s'élever au cours des prochaines années. L'augmentation de la participation fournira au marché du travail un afflux supplémentaire de quelque 85 000 personnes, dont les deux tiers proviendront de la population de 55 à 64 ans.

La hausse de la participation au marché du travail des personnes de 65 ans ou plus, observée depuis le début des années 2000, se poursuivra. L'augmentation rapide de cette population occasionnée par l'arrivée des premiers bébé-boumeurs dans ses rangs, combinée à un taux d'activité toujours en croissance, fera augmenter de 50 % le nombre d'aînés présents sur le marché du travail, ce qui représente un apport supplémentaire d'environ 50 000 personnes dans la population active.

Enfin, le Québec comptait 332 000 personnes en chômage en 2011. Ces personnes fournissent un important bassin de main-d'œuvre disponible. La résorption du chômage au cours des prochaines années permettra de doter 65 000 postes.

TABLEAUX

TABLEAU 1 **Le marché du travail au Québec de 1999 à 2016**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population (milliers)	5 844,6	5 888,2	5 938,3	5 989,5	6 040,3	6 098,2	6 160,0	6 226,0
Var. (000)	38,0	43,6	50,1	51,2	50,8	57,9	61,8	66,0
Var. (%)	0,7	0,7	0,9	0,9	0,8	1,0	1,0	1,1
Population active (milliers)	3 669,6	3 716,7	3 772,0	3 903,8	3 985,3	4 015,4	4 035,4	4 070,4
Var. (000)	37,2	47,1	55,3	131,8	81,5	30,1	20,0	35,0
Var. (%)	1,0	1,3	1,5	3,5	2,1	0,8	0,5	0,9
Emploi (milliers)	3 326,6	3 401,5	3 440,4	3 564,7	3 619,9	3 673,3	3 701,4	3 742,5
Var. (000)	68,9	74,9	38,9	124,3	55,2	53,4	28,1	41,1
Var. (%)	2,1	2,3	1,1	3,6	1,5	1,5	0,8	1,1
Chômage (milliers)	343,0	315,2	331,6	339,1	365,4	342,1	333,9	327,9
Var. (000)	- 31,6	- 27,8	16,4	7,5	26,3	- 23,3	- 8,2	- 6,0
Var. (%)	- 8,4	- 8,1	5,2	2,3	7,8	- 6,4	- 2,4	- 1,8
Taux d'activité	62,8	63,1	63,5	65,2	66,0	65,8	65,5	65,4
Var. (points de %)	0,2	0,3	0,4	1,7	0,8	- 0,2	- 0,3	- 0,1
Taux de chômage	9,3	8,5	8,8	8,7	9,2	8,5	8,3	8,1
Var. (points de %)	- 1,0	- 0,8	0,3	- 0,1	0,5	- 0,7	- 0,2	- 0,2
Taux d'emploi	56,9	57,8	57,9	59,5	59,9	60,2	60,1	60,1
Var. (points de %)	0,8	0,9	0,1	1,6	0,4	0,3	- 0,1	0,0

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
6 292,6	6 361,7	6 434,5	6 507,2	6 575,8	6 628,6	6 674,1	6 714,2	6 752,6	6 787,6
66,6	69,1	72,8	72,7	68,6	52,8	45,5	40,1	38,4	35,0
1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5
4 133,1	4 182,9	4 204,0	4 253,6	4 285,8	4 300,6	4 330,5	4 354,8	4 376,5	4 395,5
62,7	49,8	21,1	49,6	32,2	14,8	29,9	24,3	21,7	19,0
1,5	1,2	0,5	1,2	0,8	0,3	0,7	0,6	0,5	0,4
3 834,1	3 880,4	3 848,4	3 915,1	3 953,6	3 960,9	4 010,4	4 059,8	4 099,3	4 128,4
91,6	46,3	- 32,0	66,7	38,5	7,3	49,5	49,4	39,5	29,1
2,4	1,2	- 0,8	1,7	1,0	0,2	1,2	1,2	1,0	0,7
299,0	302,5	355,6	338,5	332,4	339,7	320,1	295,0	277,2	267,1
- 28,9	3,5	53,1	- 17,1	- 6,1	7,3	- 19,6	- 25,1	- 17,8	- 10,1
- 8,8	1,2	17,6	- 4,8	- 1,8	2,2	- 5,8	- 7,8	- 6,0	- 3,6
65,7	65,8	65,3	65,4	65,2	64,9	64,9	64,9	64,8	64,8
0,3	0,1	- 0,5	0,1	- 0,2	- 0,3	0,0	0,0	- 0,1	0,0
7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,9	7,4	6,8	6,3	6,1
- 0,9	0,0	1,3	- 0,5	- 0,2	0,1	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,2
60,9	61,0	59,8	60,2	60,1	59,8	60,1	60,5	60,7	60,8
0,8	0,1	- 1,2	0,4	- 0,1	- 0,3	0,3	0,4	0,2	0,1

TABLEAU 2 **Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 1999 à 2016**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population (milliers)	4 997,7	5 025,1	5 058,4	5 093,9	5 126,8	5 165,1	5 205,4	5 242,4
Var. (000)	23,3	27,4	33,3	35,5	32,9	38,3	40,3	37,0
Var. (%)	0,5	0,5	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,7
Population active (milliers)	3 636,9	3 688,0	3 737,1	3 863,8	3 937,1	3 963,6	3 978,3	4 007,8
Var. (000)	45,7	51,1	49,1	126,7	73,3	26,5	14,7	29,5
Var. (%)	1,3	1,4	1,3	3,4	1,9	0,7	0,4	0,7
Emploi (milliers)	3 295,0	3 373,6	3 407,4	3 526,5	3 574,2	3 623,7	3 646,6	3 684,0
Var. (000)	77,1	78,6	33,8	119,1	47,7	49,5	22,9	37,4
Var. (%)	2,4	2,4	1,0	3,5	1,4	1,4	0,6	1,0
Chômage (milliers)	341,9	314,4	329,6	337,3	362,9	339,9	331,7	323,8
Var. (000)	- 31,4	- 27,5	15,2	7,7	25,6	- 23,0	- 8,2	- 7,9
Var. (%)	- 8,4	- 8,0	4,8	2,3	7,6	- 6,3	- 2,4	- 2,4
Taux d'activité	72,8	73,4	73,9	75,9	76,8	76,7	76,4	76,4
Var. (points de %)	0,6	0,6	0,5	2,0	0,9	- 0,1	- 0,3	0,0
Taux de chômage	9,4	8,5	8,8	8,7	9,2	8,6	8,3	8,1
Var. (points de %)	- 1,0	- 0,9	0,3	- 0,1	0,5	- 0,6	- 0,3	- 0,2
Taux d'emploi	65,9	67,1	67,4	69,2	69,7	70,2	70,1	70,3
Var. (points de %)	1,2	1,2	0,3	1,8	0,5	0,5	- 0,1	0,2

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
5 277,7	5 311,5	5 345,9	5 376,9	5 402,2	5 410,5	5 413,3	5 409,5	5 404,5	5 394,9
35,3	33,8	34,4	31,0	25,3	8,3	2,8	-3,8	-5,0	-9,6
0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,2	0,1	-0,1	-0,1	-0,2
4 066,0	4 107,5	4 120,8	4 155,4	4 181,6	4 190,4	4 210,6	4 225,2	4 237,9	4 247,6
58,2	41,5	13,3	34,6	26,2	8,8	20,2	14,6	12,7	9,7
1,5	1,0	0,3	0,8	0,6	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2
3 769,6	3 808,1	3 769,5	3 822,4	3 855,3	3 857,1	3 897,0	3 936,6	3 967,1	3 987,1
85,6	38,5	-38,6	52,9	32,9	1,8	39,9	39,7	30,4	20,0
2,3	1,0	-1,0	1,4	0,9	0,0	1,0	1,0	0,8	0,5
296,4	299,4	351,2	333,0	326,3	333,3	313,6	288,6	270,8	260,5
-27,4	3,0	51,8	-18,2	-6,7	7,0	-19,7	-25,1	-17,7	-10,3
-8,5	1,0	17,3	-5,2	-2,0	2,2	-5,9	-8,0	-6,1	-3,8
77,0	77,3	77,1	77,3	77,4	77,4	77,8	78,1	78,4	78,7
0,6	0,3	-0,2	0,2	0,1	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3
7,3	7,3	8,5	8,0	7,8	8,0	7,4	6,8	6,4	6,1
-0,8	0,0	1,2	-0,5	-0,2	0,2	-0,5	-0,6	-0,4	-0,3
71,4	71,7	70,5	71,1	71,4	71,3	72,0	72,8	73,4	73,9
1,1	0,3	-1,2	0,6	0,3	-0,1	0,7	0,8	0,6	0,5

TABLEAU 3 **Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers)**

	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture et pêche	64,0	67,9	66,7	62,4	58,8
Var. (000)	11,3	3,9	- 1,2	- 4,3	- 3,6
Var. (%)	21,4	6,1	- 1,8	- 6,4	- 5,8
Foresterie et exploitation forestière	19,9	17,7	15,3	14,4	12,2
Var. (000)	- 0,4	- 2,2	- 2,4	- 0,9	- 2,2
Var. (%)	- 2,0	- 11,1	- 13,6	- 5,9	- 15,3
Extraction minière	17,1	18,3	18,7	17,7	15,8
Var. (000)	3,3	1,2	0,4	- 1,0	- 1,9
Var. (%)	23,9	7,0	2,2	- 5,3	- 10,7
Services publics	31,5	29,7	32,7	33,2	35,3
Var. (000)	0,8	- 1,8	3,0	0,5	2,1
Var. (%)	2,6	- 5,7	10,1	1,5	6,3
Construction	178,1	186,1	198,3	217,3	209,8
Var. (000)	13,8	8,0	12,2	19,0	- 7,5
Var. (%)	8,4	4,5	6,6	9,6	- 3,5
Fabrication	617,9	578,9	540,7	543,7	533,3
Var. (000)	- 12,5	- 39,0	- 38,2	3,0	- 10,4
Var. (%)	- 2,0	- 6,3	- 6,6	0,6	- 1,9
Biens non durables	284,6	251,3	241,2	238,7	241,4
Var. (000)	- 14,4	- 33,3	- 10,1	- 2,5	2,7
Var. (%)	- 4,8	- 11,7	- 4,0	- 1,0	1,1
Aliments, boissons et tabac	74,8	71,5	76,4	76,6	83,5
Var. (000)	- 9,7	- 3,3	4,9	0,2	6,9
Var. (%)	- 11,5	- 4,4	6,9	0,3	9,0

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
54,9	58,3	57,6	57,0	56,5	56,0	55,6
- 3,9	3,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,4
- 6,6	6,2	- 1,2	- 1,0	- 0,9	- 0,9	- 0,7
14,2	12,5	12,2	12,3	12,7	12,7	13,0
2,0	- 1,7	- 0,3	0,1	0,4	0,0	0,3
16,4	- 12,0	- 2,4	0,8	3,3	0,0	2,4
14,6	20,0	20,7	21,8	22,4	23,5	24,2
- 1,2	5,4	0,7	1,1	0,6	1,1	0,7
- 7,6	37,0	3,5	5,3	2,8	4,9	3,0
33,3	31,4	31,2	31,4	31,8	32,3	32,4
- 2,0	- 1,9	- 0,2	0,2	0,4	0,5	0,1
- 5,7	- 5,7	- 0,6	0,6	1,3	1,6	0,3
230,7	237,5	231,8	239,3	242,3	243,5	244,9
20,9	6,8	- 5,7	7,5	3,0	1,2	1,4
10,0	2,9	- 2,4	3,2	1,3	0,5	0,6
500,7	487,3	482,8	483,8	485,3	487,2	487,3
- 32,6	- 13,4	- 4,5	1,0	1,5	1,9	0,1
- 6,1	- 2,7	- 0,9	0,2	0,3	0,4	0,0
227,8	219,7	217,1	216,4	215,9	216,3	215,8
- 13,6	- 8,1	- 2,6	- 0,7	- 0,5	0,4	- 0,5
- 5,6	- 3,6	- 1,2	- 0,3	- 0,2	0,2	- 0,2
75,3	81,7	82,6	83,0	83,8	84,3	85,1
- 8,2	6,4	0,9	0,4	0,8	0,5	0,8
- 9,8	8,5	1,1	0,5	1,0	0,6	0,9

TABLEAU 3 **Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers) suite**

	2005	2006	2007	2008	2009
Textiles et produits textiles	20,3	16,6	16,4	9,2	10,2
Var. (000)	- 1,3	- 3,7	- 0,2	- 7,2	1,0
Var. (%)	- 6,0	- 18,2	- 1,2	- 43,9	10,9
Vêtements et produits en cuir	35,6	32,2	30,4	26,0	20,4
Var. (000)	- 7,8	- 3,4	- 1,8	- 4,4	- 5,6
Var. (%)	- 18,0	- 9,6	- 5,6	- 14,5	- 21,5
Papier	39,9	33,5	27,6	31,1	26,3
Var. (000)	4,0	- 6,4	- 5,9	3,5	- 4,8
Var. (%)	11,1	- 16,0	- 17,6	12,7	- 15,4
Impression et activités connexes	33,8	28,1	27,9	27,4	25,8
Var. (000)	- 5,2	- 5,7	- 0,2	- 0,5	- 1,6
Var. (%)	- 13,3	- 16,9	- 0,7	- 1,8	- 5,8
Pétrole, charbon et produits chimiques	36,0	33,4	31,5	37,4	38,0
Var. (000)	- 3,7	- 2,6	- 1,9	5,9	0,6
Var. (%)	- 9,3	- 7,2	- 5,7	18,7	1,6
Produits en caoutchouc et en plastique	44,2	36,0	31,0	31,0	37,2
Var. (000)	9,3	- 8,2	- 5,0	0,0	6,2
Var. (%)	26,6	- 18,6	- 13,9	0,0	20,0
Biens durables	333,3	327,6	299,5	305,0	291,9
Var. (000)	1,9	- 5,7	- 28,1	5,5	- 13,1
Var. (%)	0,6	- 1,7	- 8,6	1,8	- 4,3
Produits en bois	54,2	52,7	40,0	39,8	41,5
Var. (000)	- 5,5	- 1,5	- 12,7	- 0,2	1,7
Var. (%)	- 9,2	- 2,8	- 24,1	- 0,5	4,3

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
11,2	7,6	7,2	6,9	6,8	6,6	6,4
1,0	-3,6	-0,4	-0,3	-0,1	-0,2	-0,2
9,8	-32,1	-5,3	-4,2	-1,4	-2,9	-3,0
25,8	23,0	22,3	21,9	21,2	20,7	20,3
5,4	-2,8	-0,7	-0,4	-0,7	-0,5	-0,4
26,5	-10,9	-3,0	-1,8	-3,2	-2,4	-1,9
25,4	28,1	27,4	27,2	27,0	26,9	26,6
-0,9	2,7	-0,7	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3
-3,4	10,6	-2,5	-0,7	-0,7	-0,4	-1,1
23,9	23,7	22,4	21,9	21,2	21,1	20,6
-1,9	-0,2	-1,3	-0,5	-0,7	-0,1	-0,5
-7,4	-0,8	-5,5	-2,2	-3,2	-0,5	-2,4
37,4	28,8	28,1	28,0	27,9	28,4	28,2
-0,6	-8,6	-0,7	-0,1	-0,1	0,5	-0,2
-1,6	-23,0	-2,4	-0,4	-0,4	1,8	-0,7
28,8	26,8	27,1	27,5	28,0	28,3	28,6
-8,4	-2,0	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3
-22,6	-6,9	1,1	1,5	1,8	1,1	1,1
272,9	267,6	265,7	267,4	269,4	270,9	271,5
-19,0	-5,3	-1,9	1,7	2,0	1,5	0,6
-6,5	-1,9	-0,7	0,6	0,7	0,6	0,2
39,3	34,4	33,8	34,0	34,0	34,2	33,9
-2,2	-4,9	-0,6	0,2	0,0	0,2	-0,3
-5,3	-12,5	-1,7	0,6	0,0	0,6	-0,9

TABLEAU 3 **Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers) suite**

	2005	2006	2007	2008	2009
Produits minéraux non métalliques	18,8	17,2	11,3	17,2	15,7
Var. (000)	1,2	- 1,6	- 5,9	5,9	- 1,5
Var. (%)	6,8	- 8,5	- 34,3	52,2	- 8,7
Première transformation des métaux	35,3	30,8	30,6	28,6	23,9
Var. (000)	5,4	- 4,5	- 0,2	- 2,0	- 4,7
Var. (%)	18,1	- 12,7	- 0,6	- 6,5	- 16,4
Produits métalliques	46,8	43,9	41,8	45,5	41,5
Var. (000)	11,1	- 2,9	- 2,1	3,7	- 4,0
Var. (%)	31,1	- 6,2	- 4,8	8,9	- 8,8
Machines	27,6	26,5	24,7	22,9	27,2
Var. (000)	- 5,7	- 1,1	- 1,8	- 1,8	4,3
Var. (%)	- 17,1	- 4,0	- 6,8	- 7,3	18,8
Produits informatiques, électroniques et électriques	36,9	41,0	38,4	38,9	34,9
Var. (000)	2,0	4,1	- 2,6	0,5	- 4,0
Var. (%)	5,7	11,1	- 6,3	1,3	- 10,3
Matériel de transport	51,7	54,6	49,5	58,8	58,6
Var. (000)	- 3,3	2,9	- 5,1	9,3	- 0,2
Var. (%)	- 6,0	5,6	- 9,3	18,8	- 0,3
Meubles	37,2	38,5	36,4	33,3	30,9
Var. (000)	0,3	1,3	- 2,1	- 3,1	- 2,4
Var. (%)	0,8	3,5	- 5,5	- 8,5	- 7,2
Activités diverses de fabrication	24,8	22,4	26,8	20,0	17,7
Var. (000)	- 3,6	- 2,4	4,4	- 6,8	- 2,3
Var. (%)	- 12,7	- 9,7	19,6	- 25,4	- 11,5

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
12,9	14,5	14,3	14,6	14,8	15,0	15,0
-2,8	1,6	-0,2	0,3	0,2	0,2	0,0
-17,8	12,4	-1,4	2,1	1,4	1,4	0,0
25,1	21,3	20,7	20,7	20,6	20,1	19,9
1,2	-3,8	-0,6	0,0	-0,1	-0,5	-0,2
5,0	-15,1	-2,8	0,0	-0,5	-2,4	-1,0
37,1	38,5	39,3	39,7	40,4	41,0	41,0
-4,4	1,4	0,8	0,4	0,7	0,6	0,0
-10,6	3,8	2,1	1,0	1,8	1,5	0,0
28,0	30,7	30,8	31,4	31,7	32,3	32,5
0,8	2,7	0,1	0,6	0,3	0,6	0,2
2,9	9,6	0,3	1,9	1,0	1,9	0,6
35,8	28,3	27,6	27,3	27,1	27,1	27,3
0,9	-7,5	-0,7	-0,3	-0,2	0,0	0,2
2,6	-20,9	-2,5	-1,1	-0,7	0,0	0,7
52,4	54,1	54,7	55,6	57,5	58,0	58,9
-6,2	1,7	0,6	0,9	1,9	0,5	0,9
-10,6	3,2	1,1	1,6	3,4	0,9	1,6
28,6	27,6	26,9	26,9	26,6	26,6	26,5
-2,3	-1,0	-0,7	0,0	-0,3	0,0	-0,1
-7,4	-3,5	-2,5	0,0	-1,1	0,0	-0,4
13,7	18,2	17,6	17,2	16,7	16,6	16,5
-4,0	4,5	-0,6	-0,4	-0,5	-0,1	-0,1
-22,6	32,8	-3,3	-2,3	-2,9	-0,6	-0,6

TABLEAU 3 **Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers) suite**

	2005	2006	2007	2008	2009
Commerce	622,2	624,2	645,0	629,7	630,6
Var. (000)	8,2	2,0	20,8	- 15,3	0,9
Var. (%)	1,3	0,3	3,3	- 2,4	0,1
Commerce de gros	141,4	141,1	162,0	150,7	153,2
Var. (000)	- 2,5	- 0,3	20,9	- 11,3	2,5
Var. (%)	- 1,7	- 0,2	14,8	- 7,0	1,7
Commerce de détail	480,8	483,1	483,0	479,0	477,4
Var. (000)	10,7	2,3	- 0,1	- 4,0	- 1,6
Var. (%)	2,3	0,5	0,0	- 0,8	- 0,3
Transports et entreposage	162,9	165,2	178,3	183,8	169,1
Var. (000)	- 15,1	2,3	13,1	5,5	- 14,7
Var. (%)	- 8,5	1,4	7,9	3,1	- 8,0
Information, culture et loisirs	164,5	158,4	169,1	174,5	171,7
Var. (000)	2,1	- 6,1	10,7	5,4	- 2,8
Var. (%)	1,3	- 3,7	6,8	3,2	- 1,6
Finances, assurances, services immobiliers et services de location	206,1	220,6	229,1	230,6	224,8
Var. (000)	0,5	14,5	8,5	1,5	- 5,8
Var. (%)	0,2	7,0	3,9	0,7	- 2,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	221,9	237,6	252,8	264,2	273,8
Var. (000)	0,3	15,7	15,2	11,4	9,6
Var. (%)	0,1	7,1	6,4	4,5	3,6
Services aux entreprises, services relatifs au bâtiment et autres services de soutien	130,0	140,0	147,2	137,6	143,3
Var. (000)	12,9	10,0	7,2	- 9,6	5,7
Var. (%)	11,0	7,7	5,1	- 6,5	4,1

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
637,6	643,9	644,6	651,8	662,9	669,5	674,8
7,0	6,3	0,7	7,2	11,1	6,6	5,3
1,1	1,0	0,1	1,1	1,7	1,0	0,8
150,2	157,2	156,0	158,7	162,8	164,2	165,7
-3,0	7,0	-1,2	2,7	4,1	1,4	1,5
-2,0	4,7	-0,8	1,7	2,6	0,9	0,9
487,4	486,7	488,6	493,1	500,1	505,3	509,1
10,0	-0,7	1,9	4,5	7,0	5,2	3,8
2,1	-0,1	0,4	0,9	1,4	1,0	0,8
165,6	178,3	178,7	181,3	184,7	185,9	188,0
-3,5	12,7	0,4	2,6	3,4	1,2	2,1
-2,1	7,7	0,2	1,5	1,9	0,6	1,1
174,7	164,9	164,3	166,8	169,5	171,0	172,3
3,0	-9,8	-0,6	2,5	2,7	1,5	1,3
1,7	-5,6	-0,4	1,5	1,6	0,9	0,8
235,9	225,0	227,2	229,3	233,8	236,0	238,5
11,1	-10,9	2,2	2,1	4,5	2,2	2,5
4,9	-4,6	1,0	0,9	2,0	0,9	1,1
296,7	304,1	313,6	321,7	327,5	332,0	335,8
22,9	7,4	9,5	8,1	5,8	4,5	3,8
8,4	2,5	3,1	2,6	1,8	1,4	1,1
143,5	145,1	146,6	150,5	154,1	156,4	158,9
0,2	1,6	1,5	3,9	3,6	2,3	2,5
0,1	1,1	1,0	2,7	2,4	1,5	1,6

TABLEAU 3 **Emploi par industrie de 2005 à 2016 (milliers) suite**

	2005	2006	2007	2008	2009
Services d'enseignement	240,2	258,2	254,3	255,4	257,0
Var. (000)	2,1	18,0	-3,9	1,1	1,6
Var. (%)	0,9	7,5	-1,5	0,4	0,6
Soins de santé et assistance sociale	436,3	451,4	452,1	469,1	481,6
Var. (000)	2,3	15,1	0,7	17,0	12,5
Var. (%)	0,5	3,5	0,2	3,8	2,7
Hébergement et restauration	214,3	214,6	236,8	244,6	231,1
Var. (000)	7,0	0,3	22,2	7,8	-13,5
Var. (%)	3,4	0,1	10,3	3,3	-5,5
Autres services	161,4	158,7	176,3	174,3	175,7
Var. (000)	-8,0	-2,7	17,6	-2,0	1,4
Var. (%)	-4,7	-1,7	11,1	-1,1	0,8
Administrations publiques	213,2	214,9	220,4	228,0	224,4
Var. (000)	-0,2	1,7	5,5	7,6	-3,6
Var. (%)	-0,1	0,8	2,6	3,4	-1,6
Emploi total	3 701,5	3 742,4	3 833,8	3 880,5	3 848,3
Var. (000)	28,4	40,9	91,4	46,7	-32,2
Var. (%)	0,8	1,1	2,4	1,2	-0,8

Var. : variation.

Sources : Données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2012 à 2016.

Date : 23 avril 2012.

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
257,8	275,0	276,3	279,1	280,0	282,0	281,9
0,8	17,2	1,3	2,8	0,9	2,0	-0,1
0,3	6,7	0,5	1,0	0,3	0,7	0,0
506,0	511,7	514,1	519,0	527,5	539,3	545,5
24,4	5,7	2,4	4,9	8,5	11,8	6,2
5,1	1,1	0,5	1,0	1,6	2,2	1,1
243,5	252,4	253,7	258,6	260,5	263,3	266,1
12,4	8,9	1,3	4,9	1,9	2,8	2,8
5,4	3,7	0,5	1,9	0,7	1,1	1,1
166,5	170,1	170,1	172,2	174,0	174,4	175,3
-9,2	3,6	0,0	2,1	1,8	0,4	0,9
-5,2	2,2	0,0	1,2	1,0	0,2	0,5
238,9	235,9	235,2	234,3	234,1	234,1	233,7
14,5	-3,0	-0,7	-0,9	-0,2	0,0	-0,4
6,5	-1,3	-0,3	-0,4	-0,1	0,0	-0,2
3915,1	3 953,6	3 960,9	4 010,4	4 059,8	4 099,3	4 128,4
66,8	38,5	7,3	49,5	49,4	39,5	29,1
1,7	1,0	0,2	1,2	1,2	1,0	0,7

TABLEAU 4 **Prévision des besoins de main-d'œuvre de 2012 à 2016, selon la région**

	Demande totale	Croissance prévue de l'emploi	Remplacement prévu lié à la retraite*
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	9 700	1 100	8 600
Bas-Saint-Laurent	18 000	1 500	16 500
Capitale-Nationale	65 800	14 600	51 200
Chaudière-Appalaches	37 100	5 100	32 000
Estrie	28 700	4 900	23 800
Centre du Québec	20 900	2 900	18 000
Montréal	125 500	29 000	96 500
Montréal	141 800	41 000	100 800
Laval	35 600	13 500	22 100
Lanaudière	50 700	18 600	32 100
Laurentides	59 900	22 400	37 500
Outaouais	32 400	10 600	21 800
Abitibi-Témiscamingue	12 400	2 900	9 500
Mauricie	23 300	2 400	20 900
Saguenay-Lac-Saint-Jean	22 700	1 900	20 800
Côte-Nord et Nord-du-Québec	10 200	2 800	7 400
RMR de Québec	70 700	15 700	55 000
RMR de Montréal	316 400	100 200	216 200
Ensemble du Québec	694 500	174 800	519 700

*Ce nombre correspond à une régionalisation, faite par Emploi-Québec, du nombre de nouvelles rentières et de nouveaux rentiers prévu par la Régie des rentes du Québec (excluant les nouvelles rentières et les nouveaux rentiers hors du Québec). Les chiffres ont été arrondis. Sources : Régie des rentes du Québec, Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2009; Emploi-Québec.

MÉTHODOLOGIE DES PRÉVISIONS D'EMPLOI À EMPLOI-QUÉBEC

PRÉSENTATION SOMMAIRE

Emploi-Québec, agence rattachée au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, fait chaque année des prévisions sur l'évolution du marché du travail à moyen terme (cinq ans) et à long terme (dix ans).

Ces prévisions portent sur l'emploi par industrie et par profession, de même que sur la participation au marché du travail et sur le chômage. Elles se fondent sur les prévisions économiques à moyen et à long terme du Conference Board du Canada (CBOC), notamment celles qui touchent la consommation des ménages, les dépenses gouvernementales, les investissements privés et publics, les exportations et les importations, ainsi que l'évolution du taux de change.

C'est donc dire qu'Emploi-Québec ne fait pas de prévisions économiques, et que si la croissance économique constatée au cours de la période de prévision est différente de celle que prévoit le CBOC, l'évolution de l'emploi pourrait aussi différer de celle qu'entrevoit Emploi-Québec dans ses prévisions.

Prévisions sur l'évolution de l'emploi par industrie

La démarche d'Emploi-Québec s'appuie sur le plus récent scénario de prévision du CBOC. À l'aide d'un outil économétrique élaboré selon ses spécifications par le CBOC et se basant en particulier sur des équations de production découlant de la matrice d'entrées-sorties pour le Québec de Statistique Canada, l'agence fait d'abord une répartition par industrie, pour chacune des années de prévision, du volume de production prévu par le CBOC pour le Québec.

Par la suite, Emploi-Québec estime la productivité du travail par industrie pour chacune des années de prévision, à partir de la tendance observée par le passé. Pour les perspectives à moyen terme (sur cinq ans), elle fait une estimation de la productivité dans 33 industries, alors que pour les perspectives à long terme (sur dix ans), l'estimation porte sur 6 industries ou regroupements d'industries.

L'agence estime en dernier lieu l'emploi par industrie pour chacune des années de prévision en divisant le volume de production prévu de chaque industrie par la productivité du travail projetée de chacune. L'emploi total pour chaque année de prévision correspond à la somme de l'emploi annuel dans chacune des industries.

Prévisions sur les autres caractéristiques du marché du travail

Emploi-Québec calcule la population en âge de travailler pour la période de prévision en appliquant à la population des groupes d'âge de l'année de référence, selon l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, les taux de croissance estimés à partir du plus récent scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Ce calcul est fait pour chaque année de la période.

L'agence estime le taux d'activité de chacune de ces années en se basant sur l'évolution passée de ce taux au Québec selon les groupes d'âge et en tenant compte de l'évolution du taux d'activité au Canada, en Ontario et dans les pays développés.

Les autres caractéristiques sont obtenues par identité : le taux d'emploi correspond au nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes en âge de travailler; on obtient la population active en multipliant le nombre de personnes en âge de travailler par le taux d'activité; le chômage correspond à la population active moins le nombre de personnes en emploi; on obtient enfin le taux de chômage en divisant le nombre de chômeuses et chômeurs par la population active.

Les prévisions par région

On calcule l'emploi par industrie et par région, pour la période de prévision, à partir de l'historique des parts de l'emploi de chaque région par rapport à l'ensemble du Québec. Pour plusieurs industries, les prévisions d'emploi par région sont ajustées en fonction de l'évolution démographique prévue dans chaque région.

Comme l'estimation de la population de 15 ans ou plus par région, pour la période de prévision, est effectuée à partir du scénario démographique de l'ISQ, le taux d'emploi par région est calculé par identité, en divisant l'emploi par la population de 15 ans ou plus. Emploi-Québec calcule le taux d'activité par région pour la période de prévision à partir : 1) de l'écart observé dans le passé entre le taux d'activité de la région et le taux d'activité du Québec; 2) de l'évolution prévue de l'écart entre le taux d'emploi de la région et celui du Québec. Les autres caractéristiques du marché du travail régional (population active, chômage et taux de chômage) sont ensuite obtenues par identité.

Les perspectives à moyen terme (sur cinq ans) sont établies pour seize régions administratives (les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont réunies dans ce cas) et pour les deux grandes régions métropolitaines de recensement, celles de Montréal et de Québec. Les perspectives à long terme (sur dix ans) se font selon les trois regroupements suivants : la grande région de Montréal, les autres régions centrales et les régions ressources.

Prévisions sur l'évolution de l'emploi par profession

Les perspectives d'emploi selon les industries servent ensuite à établir les perspectives d'emploi selon les métiers et professions.

Celles-ci, appelées « perspectives d'emploi par profession », sont établies seulement pour le moyen terme (sur cinq ans). Elles portent sur près de cinq cents métiers et professions, répartis en cinq niveaux de compétences et dix domaines de compétence tels que les définit la Classification nationale des professions établie par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada. Même si les perspectives à long terme (sur dix ans) ne rassemblent pas toutes les professions, Emploi-Québec publie l'évolution prévue de l'emploi au Québec selon les niveaux de compétences et les domaines de compétence.

Emploi-Québec présente ses perspectives d'emploi par profession sur une période de moyen terme (cinq ans) en établissant un diagnostic pour chaque profession, c'est-à-dire que les perspectives d'emploi sont soit :

- favorables;
- acceptables;
- restreintes.

Pour arriver à établir un tel diagnostic sur chaque profession, Emploi-Québec commence par répartir l'emploi prévu par industrie, pour chacune des années de prévision, entre les diverses professions de chaque industrie. On parle donc ici de la demande de main-d'œuvre associée à l'expansion économique. Cela se fait à l'aide d'une matrice dynamique mesurant la part relative des diverses professions dans chaque industrie. Par la suite, l'agence estime la demande de main-d'œuvre que suscite le remplacement des personnes qui quittent la profession (pour en exercer une autre ou parce qu'elles se retirent du marché du travail). On obtient cette demande en mesurant les retraits nets de chaque profession selon l'âge, au cours des années de prévision, à partir des données de l'EPA. Pour estimer la demande totale par profession, on additionne la demande provenant de la variation prévue du nombre d'emplois (demande associée à l'expansion économique) et la demande résultant du remplacement des personnes qui quitteront la profession.

Une fois la demande de main-d'œuvre estimée, Emploi-Québec procède à une estimation de l'offre de main-d'œuvre. Pour ce faire, elle calcule, pour l'année de référence (la dernière année pour laquelle les données annuelles sont disponibles), le taux de chômage de chaque profession, à l'aide des données de l'EPA et de celles du plus récent recensement.

Enfin, Emploi-Québec met en parallèle, pour chaque profession, la demande future de main-d'œuvre (qu'elle estime nulle ou négative, faible, modérée ou élevée, en fonction du ratio demande de main-d'œuvre de la profession/niveau d'emploi de la profession), avec l'offre de main-d'œuvre (qu'elle estime faible, modérée ou élevée).

Si l'estimation qualitative de la demande future de main-d'œuvre est supérieure à celle de l'offre de main-d'œuvre de l'année de référence, les perspectives d'emploi pour la profession reçoivent le diagnostic « favorables »; si elle est identique, les perspectives sont jugées « acceptables »; et si elle est inférieure, les perspectives sont « restreintes ».

Des perspectives d'emploi par profession (perspectives professionnelles) sont établies pour le Québec, pour les seize régions économiques qui le composent et pour les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec.

Emploi-Québec

Direction de l'analyse et de
l'information sur le marché du travail

Mai 2012

RÉFÉRENCES

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Canadian Outlook Executive Summary*, printemps 2012, 14 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook 2012 – Long Term Economic forecast*, XX-143 pages.

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Provincial Outlook Executive Summary*, printemps 2012, 18 pages.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. *World Economic Outlook*, avril 2012, 231 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2006-2056*, édition 2009, 132 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Produit intérieur brut réel selon les dépenses, données désaisonnalisées au taux annuel, base 2002, Québec, 2009-2011*, 26 mars 2012.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 91, version préliminaire, mai 2012, 279 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Nouveaux bénéficiaires de la rente de retraite de la RRQ*, données compilées pour Emploi-Québec à partir du fichier des bénéficiaires au 31 décembre 2010.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*, compilations spéciales, 2012.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2011*, 79 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord*, Canada 2007, mars 2007, 829 pages.



